



Investir dans les populations rurales

Maroc

Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I

Rapport de supervision

Dates de mission: 22/11/2020 - 08/12/2020

Date du document: 15/01/2021

Identifiant du projet 1100001727

Numéro du rapport: 5613-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Sigles et acronymes

ABH	Agence de bassin hydraulique
ADA	Agence pour le Développement Agricole
AHA	Aménagement hydro-agricole
AGR	Activité génératrice de revenus
ANO	Avis de non-objection
ANOC	Association nationale ovine et caprine
AO	Appel d'offres
ASAP	<i>Adaptation for Smallholder Agriculture Programme</i> [1]
AUEA	Association d'usagers de l'eau agricole
AT	Assistance technique
BE	Bureau d'études
CC	Changement climatique
CCL	Centre de collecte de lait
CEP	Champ école paysan (<i>Farmer Field School</i>)
CES	Conservation des eaux et des sols
CNP	Comité national de pilotage
CPS	Cahier des prescriptions spéciales
CR	Commune rurale
CT	Commune territoriale
DAO	Dossier d'appel d'offres
DCP	Document de conception du programme
DPA	Direction provinciale de l'agriculture
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DREFLCD	Direction régionale des eaux et forêts et lutte contre la désertification
DRF	Demande de retrait de fonds
ECD	Etat certifié des dépenses
FDA	Fonds de développement agricole
FEM/GEF	Fonds pour l'environnement mondial/ <i>Global environment fund</i>
FIDA	Fonds international de développement agricole
GID	Gestion intégrée des dépenses
GIE	Groupement d'intérêt économique
HCP	Haut-Commissariat au Plan
INDH	Initiative Nationale du Développement Humain
INRA	Institut national de la recherche agronomique
MAD	Dirham marocain
MAPMDREF	Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime du Développement Rural et des Eaux et Forêts
MEF	Ministère de l'économie et des finances
PAM	Plantes aromatiques et médicinales
ODCO	Office du développement de la coopération
ONCA	Office National du Conseil Agricole

ONSSA	Office national de sécurité et de santé alimentaire
OPA	Organisation professionnelle agricole
PDF	Plan de formation
PDRZM	Programme de développement rural des zones de montagne
PPDF	Plan participatif de développement de filière
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PMV	Plan Maroc Vert
PTBA	Plan de travail et budget annuel
[1] Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne au changement climatique	

A. Aperçu du projet

Région:	Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Maroc	Catégorie	B
Nom du projet:	Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I	environnementale et sociale:	
N° du projet:	1100001727	Classification du risque climatique (PESEC):	2
Type de projet:	Développement Rural	Institution chargée de l'exécution:	Ministère de l'Agriculture, Développement Rural, des Eaux et Forêts
Chargé de Programme Pays:	Naoufel Telahigue		
Coordonnateur du projet:		Institution chargée de la mise en oeuvre:	Agence pour le développement agricole
Zone du projet:	Province d'Azilal et Province de Sefrou		

Date d'approbation:	17/09/2014	Date de réception du dernier rapport d'audit:	24/11/2020
Date de signature:	10/11/2014	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	08/12/2020
Date d'entrée en vigueur:	23/02/2015		
Date d'éligibilité aux décaissements:	28/10/2016	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	9
Date du premier décaissement:	12/09/2016	Nombre de prolongations:	1
Date de la revue à mi-parcours:	13/11/2017	Délai d'entrée en vigueur:	5 mois
Date d'achèvement prévue:	31/03/2020		
Date d'achèvement actuelle:	31/03/2022		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	ASAP Trust Fund	\$2,004,000
	IFAD	\$21,264,800
Répartition du financement national	National Government	\$13,487,000
	Beneficiaries	\$1,828,000
Répartition du cofinancement	Global Environmental Facility	\$6,528,000
Financement total du projet:		\$45,111,800

Mission en cours

Dates de mission: 22/11/2020 - 08/12/2020

Jours sur le terrain: -

Composition de la mission: M. Naoufel Telahigue, Directeur pays, Chef de mission. Mr. Chakib Nemmaoui, Chargé d'appui au programme FIDA au Maroc, chargé des aspects institutionnels, partenariats et assistance technique; Mr. Emmanuel Jouve, Consultant, Chef de mission technique; Mr. Mirhiss Abderraouf, Consultant, Spécialiste en génie rural; Mme Khadija Faridi, Consultante, Spécialiste en passation des marchés; Mme Latifa Chbanat, Consultante, Spécialiste en ciblage et genre; Mr. Moez Makhoulouf, Consultant, Spécialiste en gestion financière; Mr. Mohamed Hammoudou, Consultant, Spécialiste en développement des filières animales; Mr Gabriel Lambert, Consultant, Spécialiste en développement des filières végétales

Lieux visités: Aucun (mission à distance)

B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4.04	Évaluation de la performance globale de l'exécution		3.92

Efficacité en matière de développement	4	Gestion du projet	4
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	5	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	4	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	3	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	3
Nutrition	3	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	5	Exigences des normes sociales, environnementales et climatiques	4

Durabilité et transposition à plus grande échelle	4	Gestion et exécution financière	4
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4	Taux de décaissement acceptable	3
Établissement de partenariats	4	Qualité de la gestion financière	4
Capital humain et social et autonomisation	4	Qualité et ponctualité des audits	5
Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet	4	Fonds de contrepartie	4
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	4
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	5	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	3		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	5		

Pertinence	5
-------------------	----------

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Une mission mandatée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement a été conduite à distance du 22 Novembre au 8 Décembre 2020, pour la supervision du Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I (PDRZM-I). Cette mission intervient cinq mois après la dernière supervision partielle conduite en Juin/Juillet 2020. Le projet a été prolongé et la date d'achèvement est portée à fin Mars 2022 et la date de clôture au 30 Septembre 2022.

La mission avait pour objectifs de passer en revue les recommandations de la mission précédente, d'apprécier l'avancement des activités et du plan de passation de marché, de vérifier la programmation des activités pour les 15 mois restants avant achèvement du projet. La mission a aussi apporté un soutien pour la programmation des activités prévues d'ici à l'achèvement, la gestion et la coordination du projet, le système de suivi et évaluation, la préparation de l'étude des effets ainsi que la stratégie de pérennisation.

La mission a été facilitée par l'ADA et par les Directeurs Provinciaux de l'Agriculture des provinces d'Azilal et Sefrou. Elle a travaillé avec les deux Unités de Gestion Provinciales du Projet (UGPP) ainsi que les assistants techniques auprès de l'Unité Centrale de Coordination du Projet (UCCP) et le coordonnateur de la convention ADA/ONUDI. Des réunions et discussions à distance ont pu être organisées avec l'ONCA, l'ANOC et certaines organisations de producteurs agricoles et groupements d'éleveurs participants au projet.

Les réunions de cadrage se sont tenues le 24 Novembre au niveau central et les 24 Novembre et 30 Novembre au niveau des UGPP d'Azilal et Sefrou respectivement. Les réunions de restitution ont été tenues au niveau provincial les 30 Novembre et 4 Décembre et au niveau central le 8 Décembre sous la coordination de l'ADA. Les deux DPA et UGPP ainsi que l'UCCP et l'ONUDI ont convenu avec la mission des actions à mettre en œuvre.

La mission tient à remercier sincèrement tous les responsables et cadres Marocains aux niveaux local, provincial et central, pour leur implication et leur assistance et contributions tout au long de cette mission conjointe à distance.

Principaux accords de mission et conclusions

En 2020, malgré les circonstances défavorables liées à la pandémie et au climat, le projet a continué de produire des efforts importants pour accélérer la mise en œuvre du projet. À la suite de la réduction du montant du prêt et à l'approbation de la prolongation de la durée du projet de deux ans, le PDRZM est en passe d'atteindre la plupart des objectifs révisés. La performance globale de mise en œuvre est jugée modérément satisfaisante.

Globalement, les recommandations convenues au terme de la mission de Juin/Juillet 2019 ont été prises en compte à l'exception notable de la mise en place d'un processus de résolution des éventuels griefs. Cet aspect a été réprécisé pendant la présente mission pour répondre aux exigences des procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (PESEC).

Pandémie COVID-19 : Les activités du projet ont fortement été impactées et retardées par les restrictions sur les déplacements, les rassemblements et la conduite de travaux. Ces contraintes se poursuivront probablement en 2021 et sont à prendre en compte dans la programmation des activités jusqu'à achèvement. Les visites d'études sont à reconsidérer à la lumière de ces restrictions probables.

La coordination du projet a aussi souffert des impacts de la pandémie. Etant donné le retard dans la programmation des activités jusqu'à achèvement, la coordination par l'UCCP est cruciale pour finaliser la préparation du PTBA 2021/2022 en s'appuyant sur un rétroplanning actualisé des activités jusqu'à achèvement. La convention ONUDI/ADA arrive à terme fin Décembre 2020. Une requête a été transmise le 01/12/2020 pour la demande de prolongation jusqu'à la date de culture du PDRZM. Cette requête est en cours d'examen par l'ADA. La mission recommande de faire correspondre la prolongation de cette convention avec la date d'achèvement du projet fixée au 31 Mars 2022. Le contrat d'assistance technique à l'UGP d'Azilal arrive aussi à terme en Décembre 2020. La mobilisation d'assistance technique est à synchroniser avec les besoins réels liés à l'avancement des interventions physiques : travaux de construction, équipement, formations et accompagnement des OPA.

Etude des effets : le projet ne dispose que de très peu d'information sur les effets du projet en lien avec les indicateurs du cadre logique. La conception de cette étude sera pilotée au niveau central pour intégrer l'ensemble du projet en cohérence avec les nouvelles exigences du FIDA qui seront reflétées dans les termes de référence de cette étude.

Stratégie de pérennisation : A moins de 15 mois de l'achèvement, le projet ne dispose pas d'une stratégie de pérennisation formalisée. Des éléments sont déjà disponibles sur la base desquels la mission a proposé un canevas de document. En 2021, la stratégie sera consolidée au niveau central en s'appuyant sur des concertations avec les OPAs, les AUEA, les équipes métiers et les partenaires du projet : communes rurales, ONCA, ANOC, etc.

Mesures Aspects généraux	Responsabilité	Date limite	Statut
Impact de la pandémie COVID-19 Anticiper sur la prolongation probable des restrictions de déplacement et de rassemblement en 2021 et refléter ces contraintes dans le PTBA2021 (formations, visites d'échange, etc.)	ADA, UGPP, ONUDI	Déc./ 2021	Convenu
Retroplanning des activités et besoins budgétaires à l'achèvement Préparer un rétroplanning réaliste des activités restantes à mettre en œuvre avant achèvement et déterminer en conséquence les besoins en assistance technique et les besoins budgétaires à l'achèvement par catégorie.	ADA, UGPP, ONUDI	Jan/ 2021	Convenu
Stratégie de pérennisation Finaliser la stratégie de pérennisation du projet sur le modèle de canevas élaboré pendant la mission	ADA	Mar / 2021	Convenu

D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Malgré les circonstances défavorables, les activités du projet ont visiblement progressé depuis Juillet 2020, la performance globale de mise en œuvre est jugée modérément satisfaisante. Les niveaux d'avancement et les contraintes spécifiques à chaque sous composante ont été revus dans le détail par la mission sur la base des rapports d'avancement préparés par les UGPP et l'UGCP. Le taux global pondéré de réalisation physique du PTBA 2020 est estimé à 55%.

L'analyse de l'avancement du PTBA 2020 au niveau central montre que les activités de formations et voyages d'études ont été reportées à cause des restrictions de déplacements dues à la pandémie, alors que l'étude sur la politique de sauvegarde environnementale et genre et la conception du plan de communication ont modestement progressé (30% et 20% respectivement). Le film documentaire sur le PDRZM a été produit. Le taux de réalisation du PTBA 2020 dans le cadre de la convention ADA/ONUDI est estimé à 70%. En effet, sur les 12 appels d'offre lancés, 10 ont attribués en contrats et bon de commande. Le taux d'engagement réalisés est de 46%, alors que le taux des paiements est de 19,3 % (non compris les frais de gestion et d'appui). Le programme non engagé concerne les actions de renforcement de capacité qui seront programmées après la reprise des activités normales du secteur. Toutefois, les conditions semblent réunies pour que les marchés en cours d'exécution connaissent une nette amélioration afin d'atteindre les performances budgétaires prévues à fin 2020.

En date du 31 Octobre 2020, les engagements cumulés représentent 81% des prévisions révisées du projet. Les paiements cumulés représentent 50% des prévisions révisées et 62% des engagements.

Composante 1- Développement et valorisation des filières agricoles

La performance des activités en amont des filières végétales est jugée satisfaisante, en revanche la mise en œuvre des investissements en aval des filières est encore en cours. A moins de 15 mois de la date d'achèvement et il subsiste des risques liés au calendrier de construction et d'équipement des UV. La performance du projet en aval des filières végétales est jugée plutôt insuffisante.

Sous composante 1.1- Filières végétales

Amont des filières végétales: Les réalisations physiques de l'amont des filières végétales sont achevées et vont parfois au-delà des objectifs fixés (notamment dans la Province d'Azilal avec les plantation d'amandiers). Il est intéressant de mentionner les 17 ha de Safran plantés dans la province d'Azilal. Le tableau ci-dessous présente les réalisations pour la province d'Azilal en termes de surfaces et de bénéficiaires directs. A Sefrou, les 76,22 ha de pruniers plantés représentent 102% de l'objectif.

Tableau 1 : Réalisation cumulées dans l'amont des filières végétales (Azilal et Sefrou)

Amont - production		TOTAL		
Extension (nouvelles plantations)	Objectif	surfaces	bénéficiaires	% atteinte
Pommier	280	284.00	1 133	101%
Noyer	329	429.00	1 690	130%
Amandier	700	700.00	365	100%
Caroubier	335	335.00	217	100%
Safran	-	17.00	499	N/A
Prunier	75	76.22	71	102%
Réhabilitation				
Noyer	478	478.00	2 305	100%
Caroubier	1 060	796.00	410	75%

La composante de renforcement de capacités, inhérente aux productions végétales, a également été traitée dans les deux provinces, à travers des formations théoriques (dont des visites d'échanges) et pratiques auprès de 30 coopératives à Azilal représentant 1300 adhérents au total. A Sefrou, ce sont 130 journées de formation auprès de 400 bénéficiaires qui ont été réalisées.

En parallèle, 13 équipes métiers ont été formées et équipées jusqu'en 2020. L'accent sur le renforcement technique de ces équipes métiers et sur l'accompagnement « commercial » doit être mis jusqu'à la fin du projet.

Aval des filières végétales: A Azilal, les réalisations de l'aval des filières végétales sont très en retard. Alors que 3 UV étaient prévues au PTBA 2020, en décembre 2020, seule l'implantation de l'UV noyer a débuté. La construction des deux autres UV prévues (Caroube et Amande) n'a pas encore commencé. Le marché relatif à la construction de l'UV Caroube est approuvé et notifié à l'entreprise attributaire. Le marché relatif à la construction de l'UV d'amande, bien qu'adjugé, ne peut démarrer en raison du report des fonds alloués de l'UV amande vers l'UV caroube dont le montant de travaux avait été initialement sous-estimé. S'agissant de l'unité de valorisation des amandes, 1,5 Mdh a été délégué à la DPA d'Azilal, qui ont été utilisés au profit de l'UV caroube. L'ADA a notifié un total de crédit de 68 Mdh au titre de la morasse budgétaire 2020, soit 100% des crédits prévus auxquels se sont ajoutés 12 Mdh de crédits supplémentaires qui ont été délégués à la DPA d'Azilal, soit un total de 80 Mdh. Pour ces deux UV, la question de la capacité de finaliser les constructions et de les équiper avant la fin du projet se pose sérieusement.

A Sefrou, l'UV de Briquette prévue est réalisée (100%) mais son équipement (presse équipement électrique) n'est pas encore livré. Toutefois, la mission note que le bon de commande est attribué, que le prestataire est désigné et que l'élaboration du contrat est en cours.

Concernant l'accompagnement des OPA porteuses des UV, à Azilal, les DAO de l'Assistance Technique externe complémentaire ont été lancées et ces actions doivent démarrer aussi rapidement que possible pour qu'elles puissent porter leurs fruits d'ici la fin du projet. Pour autant, bien que prévue au PTBA 2020, les actions n'ont pas encore commencé (réalisation 0%). A Sefrou, l'assistance technique est avancée et doit fournir les livrables en décembre 2020.

Sous composante 1.2- Productions Animales

La performance des activités en amont et en aval des filières de productions animales est jugée plutôt satisfaisante. Les groupements ANOC créés ou renforcés, ainsi que les AGR viandes rouges mises en place montrent des signes de dynamisme et de durabilité. Les filières apicole, laitière et AGR viandes rouges méritent cependant un renforcement de l'appui en aval en matière d'encadrement et d'assistance pour une meilleure valorisation des productions.

Filière viandes rouges

A Azilal, les réalisations sur l'amont de la filière ont porté sur la création d'un nouveau groupement ANOC de race Timahdite regroupant 90 adhérents et 7000 femelles reproductrices. Cette activité s'inscrit dans la continuité et la capitalisation des acquis du projet en matière de renforcement des groupements existants

Dans l'aval des filières viande rouge, il n'y a pas eu d'intervention à Azilal en 2020. A Sefrou le PTBA a prévu le renforcement des capacités des bénéficiaires en AGR viandes rouges et les réalisations ont porté sur l'organisation de 5 journées de sensibilisation en gestion rationnelle de l'élevage au profit de 79 bénéficiaires. Ce processus mérite d'être renforcé afin de mieux garantir la pérennité des microprojets et améliorer leurs performances.

Filière miel

A Azilal, le PTBA 2020 n'a pas prévu d'actions pour la filière apicole. La distribution de 500 ruches pleines prévue en 2020 (marché lancé en 2019) a été reportée en 2021 en raison de la non-conformité des ruches aux exigences du cahier des charges. A Sefrou, les réalisations en 2020 ont porté sur : (i) la distribution 400 ruches pour 18 coopératives féminines regroupant 121 bénéficiaires (100% des prévisions), (ii) l'aménagement d'une miellerie (100% des prévisions) et la distribution de 8 kits de matériel apicole pour 7 OPA et 70 bénéficiaires.

A Sefrou, le projet a procédé au lancement de l'AT pour l'accompagnement de l'Union des coopératives apicoles de Sefrou (37 coopératives et 349 adhérents) dans le processus d'obtention de l'agrément ONSSA. A Azilal, 4 mielleries ont déjà été agréées et l'ensemble de ces unités méritent d'être appuyés et encadrés en matière de marketing et de gouvernance afin de les amener à mieux valoriser les investissements réalisés par le Projet à l'aval de la filière. Un accompagnement a été effectué pour un total de 320 apiculteurs (en homme. jours) dans le cadre de la convention ADA-ONUDI sur la valorisation et la diversification des produits de la ruche, 37 bénéficiaires de l'union apicole de Sefrou sur les bonnes pratiques de production et d'hygiène et 44 bénéficiaires sur la gestion administrative et financière et la commercialisation des produits. En plus de ces actions, un accompagnement se fait pour l'élaboration d'une stratégie commerciale pour le miel et ses dérivés tels que la cire gaufrée. Au niveau de la composante 2, l'ONUDI aussi prévoit l'équipement pour une unité de production de cire gaufrée pour une équipe métier de jeunes apiculteurs.

Filière lait

A Sefrou, les réalisations en amont ont porté sur les activités réalisées en 2020 ont porté sur : (i) l'achèvement en cours (60%) de la construction d'un centre de collecte de lait (CCL) sur 2 prévus, (ii) la fourniture de 2 kits de matériel et 2 bacs à lait en cours pour les coopératives laitières.

Aval de la filière lait, l'assistance technique est mobilisée (avancement 60%) pour l'accompagnement des coopérative Ifrah et El Boughrinia (104 bénéficiaires) pour l'obtention de l'autorisation de l'ONSSA.

Cette expérience de mise à niveau des CCL permet d'améliorer la qualité des produits laitiers et d'initier les producteurs sur les méthodes de respect des règles d'hygiène. Elle mérite non seulement d'être encadrée et accompagnée ; mais aussi d'être généralisée en profitant des opportunités offertes par la seconde phase du plan Maroc Vert.

Sous composante 1.3- Infrastructures et aménagements hydro-agricoles

Les réalisations physiques en infrastructures rurales sont jugées satisfaisantes en quantitatifs[1] mais des risques de calendrier de travaux persistent à 15 mois de la date d'achèvement. Le revêtement des séguis et la réalisation des ouvrages sur le réseau d'irrigation auront un impact positif sur la réduction des pertes par infiltration générées par les séguis en terre et permettront d'améliorer les rendements des cultures et plantations irriguées. Les gabions et seuils de sédimentation posés au niveau des cours d'eau vont protéger les terres agricoles contre les crues.

PMH : Les réalisations en Petite et Moyenne Hydraulique (PMH) ont atteint 76% (68% à Azilal et 91% à Sefrou) en termes de revêtement des séguis. Un seuil de dérivation est en cours de construction à Sefrou et un autre est programmé pour 2021. Le tableau suivant indique les quantités qui seraient atteintes à l'achèvement, à condition de maintenir un rythme soutenu d'exécution et un suivi rapproché des travaux :

Tableau 2: Actions PMH réalisées/en cours d'exécution/planifiées

PMH		Prévu	Unité	Réalisation (Novembre 2020)		Travaux à réaliser		Réalisation finale visée (22/03/2022)	
				Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%
AZILAL	Séguis	43720	ml	29585	68%	11281	26%	40866	93%
SEFROU	Séguis	25000	ml	22776	91%	4469	18%	27245	109%
	Seuil dérivation	2	U	-	0%	2	100%	2	100%
TOTAL	Séguis	68720	ml	52361	76%	15750	23%	68111	99%

Pistes rurales : Les aménagements des pistes rurales ont atteint 78% (74% à Azilal et 90% à Sefrou). Le tableau suivant indique les quantités qui seraient atteintes à l'achèvement

Tableau 3: Pistes réalisées/en cours d'exécution/planifiées

Pistes	Prévu	Unité	Réalisation (Novembre 2020)		Travaux à réaliser		Réalisation finale visée (22/03/2022)	
			Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%
Pose de gabions à Azilal	38	km	28,3	74%	5,1	13%	33,4	88%
Seuils de sédimentation à Sefrou	13	ml	11,7	90%	1,3	10%	13,0	100%
TOTAL	51	ml	40	78%	6,4	13%	46	91%

CES : Les travaux de pose de gabion sont achevés avec la pose de 11000 m³ de gabion à Azilal et la construction de 6 seuils de sédimentation en gabion à Sefrou. Ces aménagements ont démontré leur efficacité lors des crues de Juin 2020 : Les seuils réalisés à l'amont d'oued Slilou ont permis d'une part de stopper les charriages et de dissiper l'énergie cinétique de l'eau au moment des crues protégeant ainsi les terres agricoles en aval.

Tableau 4: Action CES réalisées/en cours d'exécution/planifiées

CES	Prévu	Unité	Réalisation (Novembre 2020)		Travaux à réaliser		Réalisation finale visée (22/03/2022)	
			Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%
Province d'Azilal	15000	m ³	11000,0	73%	-	0%	11000,0	73%
Province de Sefrou	6	U	6	100%	-	0%	6,0	100%

Les données avancées dans les trois tableaux, ci-dessus, permettent de tirer les résultats suivants :

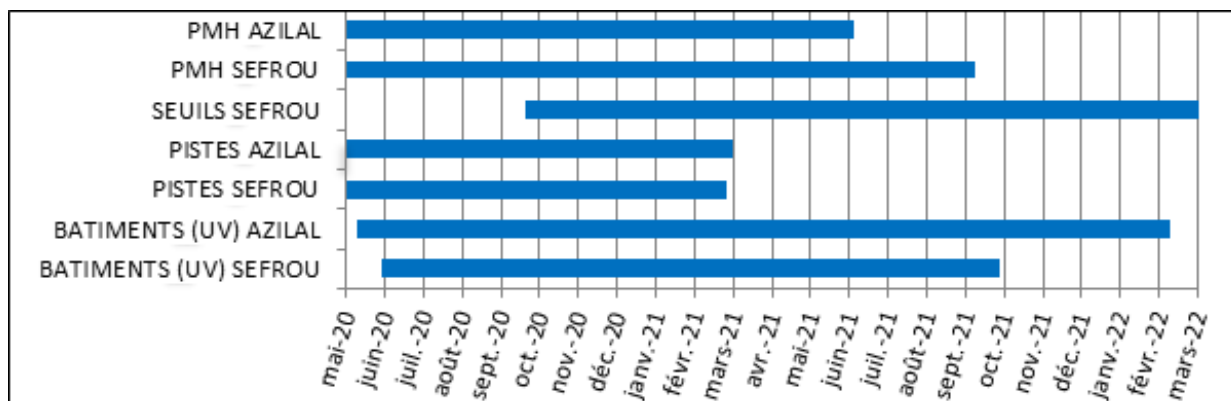
1. A l'achèvement du projet (mars 2022), le taux de réalisation de PMH à Sefrou atteindrait les 109%. A Azilal le taux d'exécution serait de 93% cet écart est dû aux dépassements des coûts de réalisation de certains ouvrages au détriment du revêtement des séguia dans certains périmètres. En général, la performance du programme pour les actions PMH s'est améliorée depuis la dernière mission de supervision (Juin 2020) en passant de 50% en juin 2020 à 76% en Novembre 2020, malgré les conditions de restriction sanitaires où les Entreprises devraient demander des autorisations spéciales pour acheminer les matériaux vers Azilal ou Sefrou et où les ouvriers, qui ont quitté le chantier en début du confinement vers d'autres villes, trouvent des difficultés pour retourner à la zone du projet ;
2. Le taux de réalisation des pistes atteindrait les 100% à Sefrou en Mars 2022. En revanche, ce taux serait de 88% à Azilal en raison de la résiliation deux contrats (4,1 km). En général, la performance du programme pour les actions pistes s'est nettement améliorée depuis la dernière mission de supervision en passant de 47% en Juin 2020 à 78% en Novembre 2020 ;
3. Les travaux de construction des seuils de sédimentation en gabions en amont du périmètre El Bouk sur l'Oued Slilou à Sefrou sont achevés. Cependant, les travaux de pose de gabion restent en dessous des prévisions à Azilal et atteindront les 73% en Mars 2022 à cause de la résiliation du marché de pose de 4000 m³ de gabion.

Ces objectifs ne pourraient être atteints qu'après la réalisation de plusieurs marchés relatifs aux actions de PMH, pistes, seuils qui sont en cours. L'état d'avancement physiques des différents marchés en cours d'exécution et ceux en cours de démarrage sont récapitulés dans l'appendice 4 (quantités réalisées jusqu'à juin 2020 et novembre 2020 et leur taux d'évolution).

Les chronogrammes de réalisations pour la période de prolongation ont été revus et détaillés en concertation avec les UGPP de Sefrou et Azilal en tenant compte des engagements, des contraintes climatiques et des restrictions sanitaires du Covid qui conditionnent la conduite des travaux d'aménagement. Ces chronogrammes montrent que les dernières réalisations physiques seront achevées en Mars 2022 à Sefrou (les seuils de dérivation à Sefrou et les unités de

valorisation à Azilal). Ces chronogrammes sont détaillés et présentés en appendice 4.

Tableau 5: Chronogramme des infrastructures jusqu'à achèvement (31 Mars 2022)



Composante 2- Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique et diversification

Optimisation de l'utilisation des ressources naturelles et adaptation au changement climatique- Les actions réalisées sont : L'installation de 5 stations météorologiques (3 à Sefrou et 2 à Azilal), l'équipement en système de pompage solaire de 4 puits pour 4 agriculteurs vulnérables à Sefrou, l'équipement d'une unité de fabrication de briquettes à base de grignons d'olive à Azilal, l'équipement en goutte-à-goutte d'une parcelle de 3,8 ha à Azilal, incluant système de pompage solaire et bassin d'accumulation, l'installation d'équipements pour la fourniture d'énergie solaire pour 3 mielleries à Azilal, l'équipement d'une OPA en générateurs anti-grêle à Azilal, la formation de 60 personnes des OPAs bénéficiaires des équipements énergétiques (à Sefrou) sur le fonctionnement et la gestion des équipements installés ainsi que leur maintenance et des voyages d'échange.

A Sefrou les activités suivantes ont été réalisées ou sont en cours: Etude de faisabilité énergétique -apiculture, alimentation de 4 puits en énergie solaire pour la filière prune, équipement de l'unité de briquettes en énergie photovoltaïque (en cours), équipement de 5 centres de collecte du lait (3 réalisés 2 en cours) en énergie photovoltaïque, équipement de l'unité de production de céréales en énergie photovoltaïque (en cours), formation de 130 bénéficiaires sur l'entretien des équipements solaires, voyage d'échange au profit de 20 bénéficiaires et 10 du personnel de la DPA sur les énergies renouvelables à Oujda. L'unité de fabrication de briquettes, deux centres de collecte de lait et une unité de valorisation des céréales, à Sefrou, sont en cours d'équipement en énergie photovoltaïque et en matériel de valorisation. La formation de 60 personnes des OPAs bénéficiaires des équipements énergétiques (à Azilal), la formation et animation des séances pratiques au champs au profit des membres de l'association Amal Tassa (Azilal) sur l'irrigation goutte à goutte et la gestion technique des irrigations ainsi que 2 voyages d'échange en matière d'économie de l'eau au profit de 40 bénéficiaires (Azilal) sont reportés à 2021 à cause du COVID19.

Un effort important est nécessaire sur la réalisation des UV, notamment dans la province d'Azilal qui enregistre un retard important. Il s'agit d'accélérer la construction des bâtiments ainsi que de les équiper dans des délais suffisamment courts pour envisager un démarrage de l'activité le plus tôt possible avant la fin du projet en mars 2022. Les actions de renforcement de capacités des OPA doivent être rapidement lancées et être en phase avec l'avancement des réalisations physiques.

Concernant les UV de briquettes et compte-tenu de leur potentiel, la recherche de débouchés commerciaux est cruciale. L'expertise mobilisée par l'ONUDI est un atout dans ce sens. Les partenariats avec d'autres acteurs de filières connexes (séchage des prunes en pruneaux par exemple) semblent tout à fait pertinents.

[1] Etant à distance, la mission n'a pas pu vérifier la qualité ni l'impact physique ou social des travaux et des infrastructures en question.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Accompagnement de l'amont des filières végétales Préparer et valider un plan d'accompagnement de l'amont des filières végétales, en partenariat avec l'ONCA, orienté autour de l'accompagnement pratique et des champs écoles	UGPP Sefrou/ ONUDI	01/2021

UV Noix et Caroube Accélérer le rythme de construction des UV pour qu'elles puissent rapidement accueillir les équipements • UV noix : assurer le suivi rapproché des travaux pour éviter les retards • UV caroube : accélérer l'obtention du visa par le trésorier régional et assurer le suivi rapproché des travaux pour éviter les retards dans le calendrier de construction	UGPP Azilal et ADA	01/2021
Equipements des UV Préparer sans délai les spécifications techniques des équipements des UV et publier les AO.	UGPP Azilal	01/2021
Prévention des désaccords avec les Entreprises Arrêter avec les Entreprises chargées des travaux, les quantités réellement exécutées et les estimations des travaux	UGPP/AT DPA AZILAL et SEFROU	01/2021
Achèvement des travaux objet de litige (Azilal) Assurer l'achèvement des travaux d'aménagement de la piste rurale Tamda Noumercid	UGPP Azilal	01/2021
Planification des travaux des 2 seuils de dérivation Revoir avec l'entreprise les plannings d'exécution de manière à pouvoir accélérer le rythme d'exécution des 2 seuils de dérivation sans pénaliser la qualité des travaux et des ouvrages	UGPP Sefrou	01/2021
Assistance Technique (IAA-commercialisation-labelisation) À la suite de l'adjudication du marché, accélérer la mise en place de l'assistance technique destinée au OPA porteuses des UV et y inclure les équipes métiers (commercialisation)	UGPP Azilal	01/2021
UV Briquette- Equipement Finaliser l'installation de la presse à briquettes et l'équipement de l'unité en énergie Photovoltaïque comme prévu au PTBA.	UGPP Sefrou et ONUDI	01/2021
Evaluation de la durabilité des AGR viandes rouges Inclure les AGR viandes rouges et apicoles dans l'étude d'impact prévue en 2021 au niveau d'Azilal Réaliser une étude d'effet des activités AGR viandes rouges au niveau de Sefrou	UGPP Sefrou, Azilal/ ADA	02/2021
UV Amandes Débloquer les crédits nécessaires à la construction de l'UV	ADA	03/2021
Accompagnement et appui des AGR viandes rouges Préparer et mettre en œuvre le programme de renforcement des capacités des AGR viandes rouges	UGPP Sefrou/ ONCA	03/2021

Démarrage des travaux du seuil de dérivation (consolidation des crédits de paiement par ADA) Consolider au titre de 2021 les crédits de paiement déjà délégués pour le démarrage des travaux faisant l'objet du marché 28/2019 et portant sur la construction du seuil de dérivation et du canal tête morte du périmètre irrigué de Mouna sur l'oued Slilou	ADA	03/2021
Appui des groupements ANOC à l'aval Appuyer le processus de mise en place d'un label « Indication géographique protégée » pour la viande de race Timahdite initié par l'ANOC et capitaliser les acquis en matière de valorisation des productions animales (laine, lait) dans le cadre de la gestion des savoirs à l'échelle du projet	ADA/ANOC	06/2021

E. Exécution du projet

a. Efficacité en matière de développement

Efficacité en matière de développement

Efficacité

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La note précédente est maintenue comme « Plutôt satisfaisant » (4/6). Des données factuelles indiquent que l'objectif du projet pourrait être atteint à plus de 70% au terme des deux années de prolongation. Toutefois la mise en œuvre des composantes techniques ont pris du retard en particulier sur l'aval des filières.

Ces retards d'exécution sont dû à un lent démarrage du projet et aux restrictions récentes liées à la pandémie. Le projet a correctement identifié ces risques et a mis en place les mesures nécessaires pour y remédier. Ces mesures d'atténuation sont partiellement efficaces, mais ne sont pas toujours en adéquation avec les risques inhérents contrainte du calendrier et aux restrictions de déplacement qui se prolongeront probablement en 2021.

Ces retards d'exécution sont dû à un lent démarrage du projet et aux restrictions récentes liées à la pandémie. Malgré les difficultés imposées par la pandémie en 2020, le projet a pu atteindre (voir dépasser) certains des cibles de la prorogation. Les activités qui ne sont pas encore réalisées sont la formation et le renforcement des capacités des AUEA (46 sessions) et la formation des bénéficiaires en gestion des micro-projets, AGR et valorisation de la production (14 sessions). Ceci s'explique par la situation sanitaire en 2020 (puisqu'elles nécessitent des formations en présentiel). Malgré les difficultés les équipes de projet ont fait un effort important et ont réalisé 50 % de la cible en matière de constitution et renforcement des capacités de 4 Equipes Métiers.

La construction de 10,000 m3 de murs de protection en gabions et 8 seuils de dérivation ont été affectés par le COVID 19 (l'organisation de l'atelier participatif de validation de construction des seuils n'étant pas possible à organiser pendant le confinement total) et des intempéries hivernales n'ont pas permis l'installation et le lancement du chantier dans les temps. Pour d'autres activités le projet a dépassé les cibles telle que pour l'achat de 1,650 ruches peuplées le projet a dépassé la cible (136 %) et la réalisation des pistes à Séfrou (105%).

Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

Le cadre logique a été modifiée en 2020 pour refléter la réduction du montant du prêt et la prolongation de la durée du projet.

La mise à jour du projet au niveau central et intégrant l'ensemble des composantes et des agences de mise en œuvre requière une meilleure coordination au niveau de l'UCCP pour la consolidation et l'harmonisation de la mise à jour des indicateurs.

Les indicateurs d'effets ne seront renseignés qu'à quelques mois de la clôture du projet, ne laissant que peu de temps pour prendre des mesures correctives dans le cas où ils ne seraient pas atteints. Il est recommandé de mesurer certains indicateurs avec des enquêtes et diagnostic réalisée en interne des UGPP comme recommandé pour les AGR par exemple.

Axe de développement

Justification de la note

La notation précédente est révisée à la hausse, le ciblage et la portée du projet sont jugés satisfaisants. Le projet atteint certains objectifs de sa stratégie de ciblage : Le nombre de personnes ayant bénéficié des services du PDRMZ a atteint 20 306 bénéficiaires (15 578 bénéficiaires à Azilal et 4 728 bénéficiaires à Sefrou) soit une augmentation de 25% par rapport à juin 2020. Par rapport à l'objectif global du programme, 68% des 30 000 ménages prévus à la conception ont été atteints. Depuis la dernière mission de supervision, les deux UGPP ont fait des efforts considérables pour améliorer la documentation et l'organisation de la base de données. Ce travail devra être poursuivi pour mettre en place une base de données consolidée, assainie et sans doublons avant la fin du projet.

Le processus de sensibilisation et de prospection au niveau du terrain a été poursuivi par les UGPP en portant une intention particulière aux communes les plus pauvres et enclavées malgré les restrictions liées à la pandémie. Les efforts ont également concerné la sensibilisation des OPA partenaires du projet à l'intégration des femmes et des jeunes dans les listes de bénéficiaires proposées.

La stratégie de ciblage reste inchangée en collaboration exclusive avec les OPA partenaires du programme. Les UGPP ont appuyés les bénéficiaires dans la création de nouvelles organisations professionnelles spécialement celles regroupant des jeunes et des femmes non-organisés. Avec la réussite des actions du programme sur le terrain, les deux DPA reçoivent de plus en plus des demandes de nouvelles coopératives pour pouvoir bénéficier de ces activités.

La cible du programme a été atteinte à environ 70%, il est fort probable qu'elle ne soit totalement atteinte à la fin du programme à cause du ralentissement d'exécution lié à la pandémie. Il reste cependant 15 mois d'exécution du projet durant laquelle les deux UGPP pourront améliorer le nombre de bénéficiaires.

En réponse aux recommandations de la dernière mission, les UGPP ont procédé à la mise à jour de la base de données des bénéficiaires avec une meilleure organisation des données et en incluant le numéro de la CIN et l'âge sur l'ensemble des listes des bénéficiaires. Les deux UGPP ont pu mettre en place des fichiers Excel et Access bien organisés et susceptibles d'être des modèles à suivre dans d'autres projets.

Dans les deux provinces, on note également une meilleure documentation des critères d'éligibilité à travers la mise en place de canevas de liste de bénéficiaires nominatives mentionnant les critères d'éligibilité à chaque action spécifique (déclaration du nombre de ruche, nombre de tête, superficie en hectare). Les critères d'éligibilité deviennent dans ce cas mieux documentés et vérifiables par personne bénéficiaire.

Les deux UGPP en collaboration avec l'équipe de l'ONUDI ont pu consolider les bases de bénéficiaires relatives aux deux composantes du programme (composante 1 et composante 2). Cependant, il est à signaler qu'une partie des données de l'ONUDI a été perdue vu l'impossibilité de restituer les listes de bénéficiaires d'une manière correcte (avec CIN, sexe et âge).

Principaux problèmes

Il reste un travail complémentaire de renseignement des CIN dans les deux provinces afin d'éliminer définitivement les doublons et renseigner avec précision l'âge des bénéficiaires. Ce travail devra être finalisé avant le démarrage de l'enquête d'effets afin de mettre en place une conception correcte d'échantillonnage et pour atteindre correctement les bénéficiaires à enquêter.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Ciblage- Base de données des bénéficiaires Continuer à affiner la base de données des bénéficiaires afin d'en élaborer une version définitive incluant jusqu'à la dernière liste des bénéficiaires des activités du PDRMZ.	UGPP Azilal et Sefrou, AT et ONUDI	03/2021

Justification de la note

La notation précédente est maintenue comme Plutôt satisfaisant. Le projet contribue partiellement aux questions de genre et à la promotion de l'autonomisation des femmes dans la mesure où il atteint deux des trois objectifs de la politique en faveur de l'égalité femmes-hommes (autonomisation économique, influence dans les décisions, répartition équitable de la charge de travail).

Le programme a atteint 4 547 femmes bénéficiaires (3 490 femmes à Azilal et 1 057 femmes à Sefrou), ce qui correspond à 50% de la cible du programme à la conception. Le taux d'intégration des femmes dans les activités du programme est de 23% reste faible en comparaison avec les prévisions lors de la conception (de 30% à 40%). A travers le plan d'action

genre, les UGPP ont fait des efforts supplémentaires afin de rehausser ce taux (qui était de 13% à juin 2020). Ces efforts se concrétisent dans le taux de participation des femmes dans les activités AGR et microprojets appuyés par le projet.

Principaux problèmes

Participation : L'analyse approfondie des filières démontre que les femmes sont correctement représentées dans les filières apiculture (39% à Sefrou et 30% à Azilal), AGR-viande rouge (100% des bénéficiaires), Safran (50%) et PAM (89%). Alors que ce taux est faible dans les filières végétales qui ne dépasse pas en général 10% (à l'exception de la filière du noyer à Azilal où le taux est de 40% car l'UGP a insisté sur l'inscription des noms de la propriétaire effective du terrain et non d'un représentant du ménage).

Les faibles taux de participation des femmes aux activités d'appui du projet sont expliqués par : i) l'organisation sociale traditionnelle liée à l'accès au foncier et à la représentation du ménage par les hommes dans les activités communautaires (AUEA et réunions de la communauté villageoise) ; ii) la charge du foyer limitant la participation des femmes dans les activités communautaires.

Les taux élevés sont cependant dû à : i) l'émergence de nouvelles filières intégrant exclusivement des femmes et leurs organisations professionnelles (apiculture, PAM et Safran), ii) l'adaptation des activités de petits élevage de viande rouge à la charge et responsabilités du foyer pour les femmes.

Le cas de la filière du noyer à Azilal a rendu visible la représentativité de la femme par la propriété réelle du foncier mais ne garantit pas une participation effective des femmes dans les travaux de plantations et de contrôle des ressources et revenus largement limités par l'organisation interne des ménages qui sont généralement représentés par les hommes.

Renforcement des capacités et autonomisation.

AGR élevage ovin. D'après des fiches de suivi annuel du cheptel des femmes élaborés par l'UGPP de Sefrou, on note une augmentation significative du nombre de têtes avec des ventes significatives des agneaux. Le cas de la coopérative féminine de Tadfi à Sefrou est un exemple intéressant. Les femmes de la coopérative travaillaient, avant l'intervention de projets, comme bergères pour leurs maris éleveurs. Elles ont bénéficié en 2017 de distribution de brebis et de bélier en 2017. Leurs cheptels a été triplé en 3 ans passant de 72 à 308 têtes et les agneaux sont vendus à l'âge moyen de 9 mois avec un prix moyen de 1400 Mdh (104 agneaux vendus depuis 2018). Le projet les a appuyés dans la création de leur coopérative et les a accompagnés afin de renforcer leurs capacités techniques. Ces femmes ont pu dépasser les problèmes liés aux maladies par l'intégration de leur cheptel à celui de leurs maris qui sont membres du groupement de l'ANOC et ont bénéficiés d'appui de la part de leur technicien. En général et dans les deux provinces, on ne dispose pas de chiffres exactes de suivi de ces AGR, cependant et d'après les entretiens effectués avec des OPA bénéficiaires et les équipes techniques des DPA, les femmes ont rencontré des problèmes de prophylaxie et d'approvisionnement en aliments de bétails associé à une faible technicité.

AGR apiculture. Les femmes ont bénéficié des distributions des ruches, des hausses, du matériel apicole, de l'aménagement de miellerie et des sessions de formations pratiques et théorique. Cependant, et d'après quelques chiffres disponibles de suivi de l'évolution de ces AGR et de leurs incidences sur les revenus des femmes, on note qu'il y a eu une incidence économique faible pour ces femmes malgré les améliorations en termes de pratiques techniques. La sécheresse et la non pratique de la transhumance en étaient les causes principales.

Microprojets et équipes métiers. En plus des équipements, des aménagements et de l'appui de l'assistance technique, plusieurs activités de renforcement de capacités sont encore prévues par l'ONUDI courant 2021 (formations et voyages d'études, accompagnement des micro-projets et des équipes métiers, etc.). Vu les conditions particulières liées à la pandémie Covid-19, ces activités semblent difficilement réalisables. La mission recommande une réallocation de ces activités en appui supplémentaires en équipement ou en assistance technique de proximité selon un diagnostic des besoins préalable avec les OPA porteurs de ces projets.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Aspects Genre – OPA et AGR féminines et de jeunes Ajuster l'appui aux OPA féminines et aux jeunes porteurs d'UV, microprojets et équipes métiers à inclure dans le PTBA 2021 dans le cas où les formations et voyages d'étude ne pourraient être réalisés à cause des restrictions de déplacement liées à la pandémie.	UGP SEFROU & AZILAL équipe ONUDI	01/2021
Appui AGR apiculture et élevage Renforcer l'accompagnement des AGR apiculture et élevage sur la base d'un diagnostic précis des besoins afin de garantir leur viabilité économique et leur durabilité	UGP SEFROU & AZILAL	01/2021

Justification de la note

La notation précédente a été maintenue. Les performances en matière de productivité agricole sont jugées plutôt insuffisantes. Les activités du projet dans les filières végétales entraînent une augmentation marginale de la productivité ou de la production : les nouvelles plantations ne sont pas encore entrées en production et les données de référence manquent pour évaluer l'effet des réhabilitations sur la productivité.

En ce qui concerne les productions animales, les données quantitatives manquent pour effectuer une analyse précise des gains de productivité qui semblent pourtant avérés et vérifiables.

Principaux problèmes

Concernant les réhabilitations de plantations arboricoles existantes, le manque de données de départ et de données quantitatives régulières ne permet pas de mesurer l'impact des actions sur la productivité agricole. Cependant, compte-tenu des surfaces plantées, la notation pourrait évoluer à la hausse d'ici à la fin du projet, sous réserve d'un effort de collecte des données correspondantes.

Dans une moindre mesure, le même constat est aussi applicable à la productivité des productions animales. Le Projet a contribué à l'augmentation de la productivité des viandes rouges grâce à l'appui apporté aux éleveurs dans le cadre de la convention de partenariat avec l'ANOC et la mise en place d'AGR féminines. Quoique l'évaluation des effets des activités ne soit pas encore réalisée, les résultats obtenus par l'ANOC en matière de développement de l'élevage des petits ruminants au niveau national, appuyés par les données partielles recueillies au cours de la mission à travers les entretiens avec les équipes du projet et de l'ANOC ainsi que les bénéficiaires, nous conduisent à admettre qu'il y a eu un impact positif des activités réalisées sur les performances de production et de reproduction du cheptel.

Grâce aux actions entreprises dans le cadre des conventions avec l'ANOC et celles réalisées dans le cadre de la prestation relative à l'AT pour le renforcement des capacités des éleveurs ; notamment les essais de complémentation, il a été noté une amélioration des performances de production des troupeaux grâce à l'adoption de la pratique de la supplémentation des brebis lors des périodes critiques et la diminution de la consanguinité grâce à l'introduction de béliers sélectionnés. Le tableau suivant présente les résultats obtenus chez un échantillon d'éleveurs des 3 groupements ANOC d'Azilal.

Tableau 5° : Variation de quelques indicateurs de performance chez un échantillon d'éleveurs des groupements ANOC Azilal (Décembre 2018- Novembre 2020)

Indicateurs	Groupement créé Ait Mhamed			Groupement renforcé Taglefte-Ighil			Groupement renforcé Bzou		
	Début	Fin	%	Début	Fin	%	Début	Fin	%
Pratique de la lutte contrôlée	5	15	67	0	12	80	0	32	100
Acquisition de béliers sélectionnés	4	10	40	3	12	60	0	12	33
Adoption de la prophylaxie sanitaire préventive	8	60	87	3	80	96	7	32	78
Taux de mortalité des jeunes	13	3	10	18	4	14	12	3	9

La chute des mortalités a été confirmée par les contacts à distance réalisés au cours de la mission avec 2 personnes ressource membres des deux groupements Bzou et Aït Mhamed d'Azilal qui ont avancé une diminution de 80 et 50% pour les 2 groupements respectivement. La pratique de la lutte contrôlée permet de grouper les mises bas, simplifier le rationnement alimentaire et ainsi avoir moins de mortalités et des antenais et antenaises plus performants.

Le gain en productivité émane aussi de l'utilisation des béliers sélectionnés dont le potentiel génétique agit sur le poids à la naissance des produits et leur gain journalier en poids avant le sevrage. Cependant, la contrainte majeure réside dans le coût élevé d'acquisition de ces béliers, surtout pour les petits éleveurs exploitant moins de 100 têtes et qui représentent en moyenne 50 à 60% des éleveurs des groupements. En 2019, un éleveur du groupement Bzou d'Azilal a acheté 2

béliers de 1ère et 2ème catégories à 20000 et 9300 DH respectivement.

En matière d'AGR viandes rouges, les résultats obtenus au niveau de la coopérative Tadfi de la zone de Sefrou qui a bénéficié de 72 brebis et 12 béliers pour 12 bénéficiaires (tableau ci-dessous) sont encourageants : Augmentation de l'effectif des femelles reproductrices et du nombre d'anténas vendus.

Tableau 6 : Evolution des effectifs et performances de production enregistrées chez la coopérative féminine Tadfi (Sefrou)

Coopérative Tadfi				
	Effectif du cheptel	Naissances		Agneaux vendus
		Agnelles	Agneaux	
2017	72	3		0
2018	141	34	32	22
2019	199	41	42	25
2020	308	50	59	57

Le même constat a été retrouvé à Azilal au niveau de l'association Tadamoune (20 femmes bénéficiaires de 60 brebis suitées) avec la vente de 47 anténas en 2020 et 7 décès parmi les jeunes durant les 2 derniers agnelages.

Pour la filière apicole, l'opération de distribution de ruches et de matériel apicole, ainsi que le programme d'assistance technique réalisé au profit des bénéficiaires a eu un impact certain sur l'amélioration des performances. Cependant, au stade actuel, des données permettant d'évaluer cet impact demeurent manquantes.

L'entretien réalisé au cours de la mission avec un bénéficiaire membre de l'union des coopératives apicoles de Bzou (Azilal) a révélé une nette amélioration du savoir-faire des apiculteurs à la suite de l'assistance apportée par le projet (élevage des reines); mais, la productivité des ruchers demeure largement tributaire de la transhumance qui est très dépendante des conditions climatiques et qui a aussi été fortement perturbée par la restriction des déplacements suite au Covid19. Ainsi, en raison de ces restrictions de déplacement, la productivité obtenue chez la coopérative Khayrate (Sefrou) n'a été que de 1kg/ruche; alors qu'en 2019 les ruchers ont produit jusqu'à 5kg/ruche.

Nutrition

Note: 3

Justification de la note

La note précédente est maintenue. L'action du projet en termes de nutrition est jugée plutôt insuffisante. Les interventions axées sur la nutrition sont partiellement exécutées. La programmation prévisionnelle des deux UGPP d'ici à l'achèvement ne prévoient pas d'action ciblée sur les aspects nutritionnels.

Principaux problèmes

Le PDRZM-I est l'un des projets soutenus par le FIDA n'ayant pas été classés comme axés sur la nutrition. Le projet est noté sur les questions nutritionnelles depuis la mi-parcours. Les aspects nutritionnels devront être intégrés dans l'étude des effets du projet pour évaluer si les indicateurs mesurés lors de la caractérisation de la situation de référence du projet ont évolué. L'étude des effets devra donc intégrer en particulier des mesures anthropométriques pour évaluer la prévalence de la malnutrition infantile dans la zone du programme PDRZM. Les indicateurs de la malnutrition chronique, de l'insuffisance pondérale et de la malnutrition aiguë des enfants pourront être réévalués à l'achèvement et comparés aux résultats de l'enquête sur 900 enfants de moins de 5 ans documentée dans l'étude de référence.

L'hypothèse d'un impact positif de l'augmentation de la productivité agricole et/ou des revenus des ménages sur l'état nutritionnel des femmes et des enfants sera questionnée. En effet, l'amélioration de la situation nutritionnelle est souvent conditionnée par une dimension culturelle qui nécessite des actions d'éducation nutritionnelles, à savoir des activités visant explicitement l'amélioration des connaissances, attitudes et pratiques.

Adaptation aux changements climatiques**Note: 5****Notation précédente: 4****Justification de la note**

La note a été révisée à la hausse : L'action du projet pour favoriser l'adaptation aux changements climatiques est satisfaisants. L'adaptation aux changements climatiques et la réduction de la vulnérabilité climatique est un objectif central du PDRZM qui a reçu des dons FEM et ASAP de 6,51 et 2,212 millions US\$ respectivement, soit presque un cinquième des sources de financement du projet. Les actions de renforcement des capacités d'adaptation sont intégrées de manière transversale dans toutes les composantes du projet et elles ont été mises en œuvre de manière adéquate. Les actions du PDRZM-I ont toutes contribué à renforcer dans une certaine mesure les différents éléments de résilience des ménages ruraux, à savoir: Participation aux décisions et à la planification, participation aux organisations rurales et sociales, renforcement des capacités, accès au savoir, diversification des modes de vie, diversification des moyens de subsistance et des flux de revenus, accès au crédit, réduction des risques climatiques par des infrastructures résistantes et de meilleures pratiques de gestion des sols, des eaux et d'irrigation économe en eau.

Certaines des mesures d'adaptation ont été attestées par des données factuelles : en particulier les seuils de diversion récemment construits à Sefrou ont permis de protéger efficacement les terres agricoles en aval lors des dernières crues de Juin 2020.

Atténuation : Les actions axées sur l'atténuation des changements climatiques concernent l'utilisation de briquettes de grignons comme substituant potentiel au bois de chauffage, l'énergie photovoltaïque pour alimenter les UV et l'installation de forages actionnés par des pompes solaires. Ces innovations auraient mérité plus de temps pour documenter les gains énergétiques, les économies éventuelles et la viabilité des opérations dans leur globalité. En particulier le cas de l'unité de fabrication de briquettes à Azilal connaît des problèmes de viabilité économique tandis qu'un nouvel investissement similaire est mis en œuvre à Sefrou.

Le suivi rapproché des paramètres économique et techniques de ces innovations techniques permettra de tirer les leçons et de valider le potentiel de mise à l'échelle, en particulier dans le cadre de la stratégie Génération Green.

b. Durabilité et transposition à plus grande échelle**Institutions et participation à l'élaboration des politiques****Note: 4****Notation précédente: 4****Justification de la note**

La notation précédente est maintenue, elle est jugée plutôt satisfaisante. Le projet a exercé une influence modeste sur le cadre institutionnel grâce aux éléments suivants: co-financement d'une piste rurale dont le goudronnage a été financé par la commune rurale ; opération pilote de production de Safran mise à l'échelle par les pouvoirs publics. Ces co-investissements démontrent que les expériences réalisées sont prises en compte par les pouvoirs publics pour à concevoir et/ou exécuter des investissements dans le cadre de la politique du gouvernement.

Principaux problèmes

La participation des petits exploitants aux processus d'élaboration des politiques reste à renforcer. Les OPA et les Equipes Métiers auront un rôle pour informer la mise en œuvre de la stratégie Génération Green quand elles seront en fonctionnement et que leur potentiel de pérennisation sera mieux connu. Les conventions qui ont été passées devraient être prolongées au-delà de la durée du projet pour assurer un dialogue continu entre les services publics (DPA, ONCA, ANOC, etc.) et les OPA et Equipes Métiers.

Les leçons apprises de la mise en œuvre du PDRZM ne sont pas suffisamment bien documentées pour qu'elles puissent informer l'élaboration de politiques. L'information reste partielle et informelle, elle ne s'inscrit pas dans un processus de capitalisation structuré qui impliquerait les niveaux provincial, régional et national au niveau de l'ADA et du ministère.

Au-delà des effets du projet qui ne sont pas encore mesurés, le projet a accumulé un corpus d'expérience sur les modalités de mise en œuvre des activités ainsi que des cas d'étude spécifiques comme : les stations agrométéorologiques, les technologies en énergie renouvelable, etc.

Établissement de partenariats**Note: 4****Notation précédente: 4****Justification de la note**

La notation précédente est maintenue. L'établissement de partenariats est jugé plutôt satisfaisant. Globalement, le projet répond à la plupart des attentes relatives aux partenaires potentiels et aux domaines de collaboration. La mise en œuvre du PDRZM est basée sur des partenariats formalisés par le biais d'une centaine de conventions signées avec L'ONUDI, les OPA, les équipes métiers, le secteur privé, l'ONCA, l'ANOC, etc. Ces partenariats ont généralement donné des

résultats prometteurs même si les effets et l'efficacité reste à mesurer. Un nouveau cadre de partenariat a été mis en place par le FIDA en Aout 2019. Ce cadre vise à obtenir trois effets directs en matière de partenariat: i) obtenir un impact à grande échelle au niveau des pays; ii) influencer sur les politiques nationales et internationales pour favoriser la mise en place d'un environnement propice à un développement rural équitable et durable; iii) aider les organisations compétentes et efficaces qui représentent les groupes cibles du FIDA.

Principaux problèmes

La principale difficulté rencontrée est d'assurer le suivi et le compte rendu des effets directs des différents partenariats engagés. En particulier le partenariat entre l'ADA et l'ONUDI pour la mise en œuvre de la composante 2 mériterait d'être examiné pour en tirer les enseignements en termes de montage opérationnel de mise en œuvre, en termes d'effets et en termes d'efficacité.

La convention de partenariat ADA/ONUDI est en passe d'être prolongée, idéalement jusqu'à la date d'achèvement du projet fixée au 31 mars 2022. Une évaluation est prévue au budget de cette convention et elle devra être mise à profit pour évaluer la qualité du partenariat à posteriori.

Le partenariat entre le PDRZM et l'ONCA s'est concrétisée en 2020 par des sessions de formations et de sensibilisation qui ont pu être menées malgré les restrictions de déplacement liés à la pandémie. La mission a reconnu ces efforts

Dans les 15 derniers mois du projet, et au-delà, l'ONCA aura un rôle crucial à jouer en termes d'accompagnement des OPA gestionnaires d'UV qui seront juste fonctionnelle peu de temps avant l'achèvement du PDRZM.

Le Ministère a explicitement demandé à l'ONCA de prioriser ces actions de formations et d'accompagnement des OPA soutenues par les projets piliers II du PMV et en particulier le PDRZM pour en favoriser la pérennisation.

L'idée d'un comité de pérennisation a été évoqué lors de la réunion avec l'office national de conseil agricole (ONCA) pendant la mission. Un tel comité local de pérennisation (CPL) serait constitué de: la DRA, la DPA ou l'ORMVA, la Direction régionale du conseil agricole et les OPA porteuses de projets. Le CPL validera les actions de pérennisation à mettre en œuvre définie dans la stratégie de pérennisation du PRDZM qui sera finalisée en 2002 sous l'égide de l'ADA.

Capital humain et social et autonomisation

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La note précédente est maintenue (plutôt satisfaisant). Le projet a visiblement contribué à renforcer les capacités (de gestion, techniques, organisationnelles, éducatives etc.) et le capital social des femmes et des hommes pauvres, au niveau individuel (autonomisation et capital humain) et collectif (autonomisation et développement organisationnel). Le renforcement des filières végétales et animales aussi bien en amont qu'en aval renforce le positionnement des producteurs et de leurs organisations dans ces filières. Le projet a donné une grande importance au renforcement des organisations d'agriculteurs, des jeunes et des femmes rurales. Les deux UGPP ont pu réaliser des activités de renforcement des capacités techniques, de gestion et de commercialisation. Ces activités ont été ralenties par la pandémie COVID-19 même si les deux UGPP ont pu continuer le lancement et la réalisation de certaines activités dès le déconfinement. Plusieurs formations et voyage d'études pour renforcer le capital humain et social des OPA, des agriculteurs, des jeunes et des femmes rurales restent à organiser avant la fin de programme afin qu'ils soient préparés à la bonne gestion et à la réussite de leurs projets respectifs et pour garantir leur pérennisation. Cependant, la situation pandémique risque d'entraver leur réalisation.

A Azilal, l'ensemble des activités de renforcement de capacités des champs écoles et des formations au profit des agriculteurs en production végétales ont été achevées. Les OPA ont été également formées en techniques de gestion et d'organisation professionnelle. Un important marché d'assistance technique en post-récolte est en cours d'exécution. Les GIE et les coopératives apicoles y compris féminines, ont bénéficiés de formation technique opérationnelle appelée « ruchers écoles » qui a été appréciée par les bénéficiaires selon les entretiens téléphoniques réalisés par la mission. La filière viande rouge a connu également l'achèvement des activités d'accompagnement technique et des formations des éleveurs des deux groupements appuyés par le programme dans le cadre de la convention ANOC.

A Sefrou, la filière végétale a connu la réalisation de 16 sessions de formations, 2 formations continues en champs écoles, 3 voyages d'études, et 3 sessions de formations dédiées aux jeunes ruraux. La filière apicole a connu la réalisation 11 sessions de formation en plus de deux assistances techniques encours. 3 groupements d'éleveurs ont bénéficié de 5 sessions de formation et de 2 voyages d'études. Malgré les restrictions de rassemblements et de voyages, l'ONCA de Sefrou a pu réaliser 9 journées de formation et 13 journées de sensibilisation, en plus d'un voyage d'étude aux profits des OPA du programme. Elle compte également réaliser 12 journées de sensibilisation durant le mois de décembre 2020.

Relativement à la composante 2, l'ONUDI a pu réaliser les activités d'accompagnement par les experts et à fournir quelques équipements programmés dans le package d'appui aux microprojets et les équipes métiers. Un accompagnement rapproché sera néanmoins nécessaire après la mise en service des UV qui interviendra peu de

temps avant la date d'achèvement.

Principaux problèmes

Les formations et voyages d'études ont été annulés à cause du Covid-19. Ces activités ont été reprogrammées durant l'année 2021 mais elles risquent d'être annulées si la situation pandémique persiste. Les deux équipes de l'ONUDI au niveau de Sefrou et Azilal projettent de convertir ces activités en activités d'appui en matériel ou d'assistances techniques d'experts ciblés selon les besoins des OPA en cas d'annulation des activités de formation et de voyages d'études.

Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet

Note: 4

Notation précédente: 5

Justification de la note

Cette notation a été modifiée dans le guide du FIDA pour l'appréciation de performance. Cette notation, précédemment, « Qualité de la participation des bénéficiaires », est maintenue (plutôt satisfaisant).

Le projet a adopté des mesures et des processus pour promouvoir l'inclusion sociale et fermer la boucle de rétroaction, mais leur conception et leur mise en œuvre présentent quelques lacunes. Globalement les actions du projet ont été bien perçues et ont suscité des demandes supplémentaires auprès de l'UGPP.

Le processus participatif pour la mise en œuvre des activités du programme s'opère par la mise en place de partenariats avec les OPA bénéficiaires. Au total, plus de 320 conventions de partenariats ont été signées avec les OPA dans les deux provinces (120 conventions à Sefrou et plus de 200 à Azilal) avec 306 OPA (229 à Azilal et 77 à Sefrou). La qualité de la participation des bénéficiaires est jugée satisfaisante.

Le projet a pu appuyer les organisations professionnelles agricoles existantes ou nouvellement créées grâce aux efforts des deux UGPP. La démarche de participation a été garantie par des activités de sensibilisation et d'information, par l'accompagnement sur terrain par les assistances techniques et les cadres des deux DPA et finalement par la concrétisation de cadres de partenariats explicitant les responsabilités des deux parties (DPA et OPA) afin de garantir les conditions requises pour la réussite des activités programmées et leur durabilité.

En parallèle, le programme a appuyé les OPA dans leur renforcement des capacités de gestion interne via des journées de sensibilisation et des formations, afin de garantir une bonne gouvernance de ces structures. Certaines OPA ont pu également être un levier de développement pour d'autres actions en dehors des activités de programme notamment les coopératives bénéficiaires de la filière du Safran à Azilal qui ont pu accompagner un programme provincial pour le développement de la filière en exploitant leurs savoir-faire et l'expérience accumulée grâce au PDRZM.

Des activités d'engagement et de rétroaction du groupe cible du projet sont menées de temps à autre comme par exemple les concertations autour des seuils de dérivation à Sefrou dans le cadre des processus PESEC. Le procès-verbal de l'atelier de concertation a été correctement documenté et transmis au FIDA.

Principaux problèmes

Le mécanisme de règlement des plaintes du projet présente certaines lacunes. Le suivi rapproché des doléances reste un élément critique dans cette dernière phase du projet où des travaux restent à réaliser dans un temps très court.

L'UGPP de Sefrou a organisé un atelier participatif relatif à la mise en place des projets de construction des seuils de dérivation sur l'Oued Slilou. Cet atelier avait comme objectif l'information des populations concernées sur les infrastructures à réaliser et de prévenir tout conflit social éventuel sur la gestion de l'eau agricole par les différentes fractions tribales représentées par les AUEA susceptibles d'être affectées. L'atelier a permis ainsi de garantir la participation des AUEA dans la prise de décision et la validation des actions qui vont être réalisées par la DPA.

Or, les deux UGPP doivent encore clarifier leurs procédures de gestion des griefs surtout en cas d'annulation ou report d'activités initialement prévues par le programme (exemple des unités de valorisation) et de documenter le recueil et les réponses aux doléances des populations concernant le programme.

Adaptabilité des prestataires de services

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La note précédente (plutôt satisfaisant) est maintenue. Les services rendus répondent étroitement aux demandes des clients en milieu rural. Les rapports sont relativement informatifs, et la plupart d'entre eux sont remis avec du retard (plus d'un mois). Les services rendus ne répondent pas totalement aux demandes des clients en milieu rural.

Malgré la période pandémique, les entrepreneurs ainsi que l'ONUDI ont fait preuve d'adaptation en adoptant les mesures sanitaires et en priorisant les travaux et l'acquisition de matériel et d'équipement. Les bénéficiaires pourront ainsi profiter des réalisations. Cependant, la résilience des entreprises doit être reconnue et le paiement doit être prévu et effectué en 2021 car tout retard de paiement risque d'être préjudiciable pour ces entreprises.

Justification de la note

La notation précédente est maintenue. Les gestions de l'environnement est jugée satisfaisante. L'environnement et les ressources naturelles ont été améliorés au travers de plusieurs interventions : seuils de dérivation protégeant les terres en aval contre les crues, protections en gabions, systèmes d'irrigation économes en eau, énergies renouvelables, briquettes de grignons en substitution au bois de chauffage.

L'aménagement des points d'eau et la création d'un centre d'affouragement a aussi diminué la pression de l'élevage sur les ressources en eau et les pâturages. La pression exercée sur la base de ressources naturelles a diminué et cette dernière est désormais exploitée de manière plus durable. Globalement le projet n'a pas eu d'impact négatif sur l'environnement.

Les réalisations physiques en infrastructures rurales et les actions de la composante 2 visant l'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles et adaptation au changement climatique sont jugées satisfaisantes en quantitatifs mais des risques de calendrier de travaux (seuils de dérivation et Unités de Valorisation) persistent à 15 mois de la date d'achèvement

Le projet a mis en place les éléments principaux du renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques : infrastructures renforcées, résistantes aux événements climatiques (renforcement de protection des pistes aménagées) ; infrastructures liées à une utilisation plus efficace de l'eau, qui se raréfie (p.ex. bétonnage des seguias, seuils de dérivation traditionnels pour faire de l'irrigation au fil de l'eau, protection des terrains agricoles contre les crues, irrigation en goutte-à-goutte), travaux de CES (seuils de sédimentation, gabion; introduction de technologies en énergie renouvelables (photovoltaïque, briquettes de grignons, etc.)

Le projet est généralement bien perçu par les bénéficiaires et par les autorités locales. Les six seuils de sédimentations réalisés sur oued Slilou ont permis de protéger les terres agricoles en aval. Ces aménagements ont démontré leur efficacité lors des crues de juin 2020 : Les seuils réalisés à l'amont d'oued Slilou ont permis d'une part de stopper les charriages et de dissiper l'énergie cinétique de l'eau au moment des crues protégeant ainsi les terres agricoles en aval

Le programme d'intervention de l'ANOC en matière de développement de l'élevage ovin repose sur plusieurs axes parmi lesquels l'opération de réforme des femelles âgées et non conformes au standard de la race est un élément important. Cette intervention à caractère génétique a eu aussi pour effet de diminuer les effectifs du cheptel et donc d'alléger la charge animale sur les parcours et donc d'améliorer la gestion des ressources naturelles. Aussi, l'aménagement des points d'eau dans la zone d'Azilal a permis d'améliorer la répartition spatiale des troupeaux sur les pâturages et par conséquent d'alléger les effets de la charge animale sur les ressources pastorales

La création d'un centre d'affouragement dans la zone de Sefrou permet d'améliorer l'accès des éleveurs aux aliments de bétail en période hivernale et de diminuer la pression animale sur les ressources sylvopastorales, déjà fragilisées par les différents prélèvements à des fins domestiques et commerciales.

Le développement de l'apiculture permet d'améliorer la pollinisation de l'arboriculture fruitière et de sauvegarder la biodiversité. Impact positif de l'activité apicole sur la pollinisation de l'arboriculture fruitière et la sauvegarde de la biodiversité et effets négatifs de pesticides.

Justification de la note

A 15 mois de l'achèvement le projet ne dispose pas encore d'une stratégie de sortie. La note précédente est maintenue. La mission a proposé un canevas de stratégie de pérennisation intégrant l'ensemble du projet, qui reste à compléter par l'UCCP en concertation avec les UGPP. Certains volets de la stratégie ont été élaborés, pour l'irrigation, les pistes et les groupements d'éleveurs rattachés à l'ANOC par exemple. Toutefois, à 15 mois de l'achèvement, l'adhésion de l'ensemble des intervenants sur l'importance de la stratégie de pérennisation n'a pas encore été obtenue.

Principaux problèmes

Le projet doit élaborer une stratégie de pérennisation est une initiative collective des agences de mise en œuvre du projet qui implique aussi les partenaires publics et privés ainsi que l'ensemble des différentes institutions soutenues par le projet : AUEA, organisations de producteurs agricoles, gestionnaires d'UV, équipes métiers, GIE, groupement d'éleveurs, ménages s'investissant dans des micro-projets, etc. La stratégie de pérennisation se construit nécessairement sur la base de concertations et d'accords sur les rôles, responsabilités et moyens à mobiliser au-delà de la date d'achèvement. Ces accords peuvent être plus ou moins formalisés par des conventions ou des PV de réception des infrastructures par les OPA.

La stratégie examine en détail et au cas par cas les facteurs qui favorisent la pérennisation des interventions du projet. Son objectif est d'assurer qu'à la fin du projet les éléments suivants ont été pris en compte.

Les institutions créées ou soutenues par le projet ont la capacité de poursuivre et de développer les fonctions en appliquant les principes de bonne gouvernance et égalité entre les sexes

Les productions agricoles développées avec le soutien du projet sont en bon état sanitaire au moment de leur réception définitive par les producteurs. Les producteurs ont les compétences techniques adéquates, la capacité d'investir dans ces productions et l'accès au conseil agricole, aux services (par exemple accréditation, labélisation, certification, encadrement) et aux intrants. Les débouchés commerciaux sont assurés

Les infrastructures physiques (PMH, pistes, CES) soutenues par le projet sont appropriées et gérées par des structures de gouvernance dont c'est le mandat institutionnel, avec les moyens financiers et institutionnels adéquats pour leur gestion et leur maintenance

Les Equipes Métiers, les organisations gestionnaires des unités de valorisation (UV) et les entreprises soutenues par le projet deviennent autonome financièrement et sont capable de maintenir et développer leur activité une fois l'achèvement de l'appui du projet et de continuer à fournir les services aux bénéficiaires

Les innovations qu'elles soient d'ordre technique ou organisationnelles, testées et démontrées dans le cadre du projet sont adaptées, adoptées et disséminées dans la zone du projet et au-delà, dans un processus de mise à l'échelle.

Le Conseil Agricole est planifié, répond aux besoins d'accompagnement, assure une mission de vulgarisation cohérente et dispose des ressources humaines et financières suffisante pour assurer sa mission.

Le canevas de stratégie préparé pendant la mission fournit sous forme de matrice une grille d'analyse pour chacun de ces éléments. Il a été convenu qu'il sera affiné au cours du premier trimestre 2021, sous la coordination de l'UCCP/ADA avec la participation des UGGP et des autres parties prenantes.

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
Stratégie de pérennisation Finaliser la stratégie de pérennisation du projet sur le modèle de canevas élaboré pendant la mission	ADA	03/2021

Potentiel de reproduction à plus grande échelle

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Le potentiel de reproduction à plus grande échelle est jugé satisfaisant. Certains éléments du projet ont suscité l'intérêt des pouvoirs publics et ont débouché sur des partenariats et se sont concrétisés par des co-investissements, par exemple : co-financement d'une piste rurale dont le goudronnage a été financé par la commune rurale ; opération pilote de production de Safran mise à l'échelle par les pouvoirs publics. Le potentiel de reproduction à plus grande échelle dans des zones similaires est élevé, comme par exemple pour les stations agrométéorologiques. Le projet collecte et consigne régulièrement des données factuelles à l'appui de la reproduction, comme des référentiels techniques ainsi que des films documentaires.

Principaux problèmes

La mise en œuvre du projet, par les DPA, est un premier élément de potentialité de reproduction. Par ailleurs, le triptyque réalisations physiques, renforcement de capacités et valorisation est tout à fait pertinent et présente lui aussi un potentiel de reproduction, sous réserve que les retards dans la mise en œuvre soient maîtrisés. Enfin, l'intégration des différentes filières ainsi que les actions transversales (par exemple énergie solaire et pompage ou encore les équipes métiers) sont d'excellentes associations en faveur d'une réplique plus large, tant dans les provinces concernées que dans les autres zones de montagne au Maroc dans lesquelles intervient le FIDA.

La création de deux nouveaux groupements ANOC et le renforcement de 5 groupements existants a suscité l'émergence de nouvelles demandes d'adhésion à ces groupements. Ainsi, en raison des nouvelles adhésions, le groupement des Aït Mhamed (race Timahdite) a été restructuré et un nouveau groupement de 76 éleveurs a été créé. De même, 40 demandes ont été déposées auprès du bureau du groupement renforcé à Bzou (race Sardi) et les demandes sont en cours pour le groupement ANOC récemment créés le 4 décembre 2020 et qui regroupe déjà 90 éleveurs. La principale contrainte à la reproduction de cette expérience réside dans la capacité technique et logistique de l'ANOC.

Les leçons de projet montrent qu'une bonne synchronisation des différentes composantes et la maîtrise des retards (pour les UV par exemple) sont des facteurs critiques pour que la réplique soit pertinente. Faute de temps le projet n'a pas encore le recul pour démontrer le potentiel de réplique des activités qui sont encore en cours de mise en œuvre et en particulier les Unités de Valorisation. Le projet étant à 15 mois de sa date d'achèvement, les efforts de capitalisation sont à intensifier. En effet, la diffusion des leçons capitalisées par le projet sert aussi à favoriser la réplique. Cela pourrait

être le cas par exemple du référentiel technique en apiculture.

Certaines interventions du projet présentent un potentiel de réplication avéré : plantation de safran ou le co-financement d'infrastructures avec les communes rurales. Les stations agrométéorologiques ont suscité un intérêt des pouvoirs publics, bien que le système pourrait encore être perfectionné en le connectant à une interface en ligne. Ces expériences pourraient être améliorées via des partenariats publics-privés-producteurs en intégrant les technologies de l'information et de la communication (TIC) et élargies par des co-investissements ciblés notamment dans le cadre de la stratégie Génération green.

c. Gestion du projet

Qualité de la gestion du projet

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La note précédente est maintenue : la qualité de la gestion du projet est jugée plutôt satisfaisante. Les difficultés relatives à la pandémie ont été résolues avec succès par l'UGPP Sefrou, qui par une collaboration étroite avec les pouvoirs publics a pu continuer certaines des activités physiques prévues en 2020 telles que formations, sensibilisation et travaux. Le contrat d'assistance technique à l'UGPP d'Azilal prenant fin en Décembre 2020, il est à prévoir que quelques postes clés pourraient être vacants début 2021, entravant le suivi de la mise en œuvre des activités d'ici à l'achèvement du projet. Le guidage par le Comité de pilotage et la coordination rapprochée par l'UGCC seront d'une aide cruciale dans la mise en œuvre des activités, en particulier l'étude de référence.

Principaux problèmes

Une coordination intensive et rapprochée est requise pour assurer la tenue des délais de mise en œuvre et anticiper sur les risques de dérapage des activités clés. A Azilal la bonne gestion du projet est remise en cause par la fin du contrat d'assistance technique à l'UGPP fin décembre 2020. L'UGCC et l'UGPP devront assurer l'intérim jusqu'à recrutement d'assistants techniques dont le calendrier sera phasé avec les besoins réels des activités physiques mises en œuvre.

A ce stade, une évaluation des prestataires de service et des formations reçues par les agents de la DPA est nécessaire permettrait de capturer les leçons du projet.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Coordination par l'unité centrale Piloter la gestion du projet de manière coordonnée sur la base du rétroplanning des actions restants à mener jusqu'à achèvement en assurant la mobilisation de l'assistance technique en fonction des besoins réels et du calendrier des activités physiques.	UCCP	12/2021

Gestion des savoirs

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La note précédente est maintenue : La gestion des savoirs est plutôt satisfaisante. A 15 mois de son achèvement, le projet ne dispose pas de plan ni de stratégie en matière de gestion des savoirs, et les responsabilités dans ce domaine ne sont pas attribuées formellement. Cependant, les équipes du projet sont conscientes des avantages de la gestion des savoirs. Quelques activités ont été réalisées, dans les deux zones d'intervention de Sefrou et Azilal. Plusieurs supports de communication ont été produits (notamment des films documentaires) et leur diffusion à grande échelle a commencé durant les deux dernières années. Malgré les lacunes en matière de suivi-évaluation, l'étude d'impact prévue en 2021 permettra de renforcer ces acquis en matière de gestion des connaissances et savoirs.

Les deux UGPP disposent d'une documentation assez riche sur les activités menées dans le cadre du PDRZM. L'UGP Azilal a produit des guides pratiques pour l'élevage ovin et l'apiculture sous forme de brochures en arabe et 4000 exemplaires, ainsi que des fiches sur le programme prophylactique annuel des petits ruminants ont été distribués dans la zone du projet. De même, un référentiel technico-économique destiné aux professionnels en apiculture est en cours de finalisation. A Sefrou, trois films documentaires ont été produits dont 1 en photos en 2017 et les deux autres en 2018[1] et 2020[2]. Un film documentaire synthétisant les réalisations au niveau des deux zones d'intervention est en cours de finalisation au niveau de l'ADA. A Azilal, un montage vidéo présentant le bilan des réalisations du projet a été réalisé en 2020 et la production d'un film documentaire professionnel est en cours.

Sur le terrain, le Projet a réussi à mettre en place plusieurs innovations qui méritent d'être documentées et diffusées pour en assurer une meilleure valorisation. Ainsi, la valorisation des grignons d'olive a connu un progrès substantiel grâce à la création en cours à Sefrou d'une unité de fabrication de briquettes à partir de ce sous-produit et qui présente des avantages à la fois économiques (valorisation) et environnementaux (source d'énergie alternative au bois de chauffe et

diminution de la pollution de l'air).

En matière de veille climatique et d'alerte précoce, 3 stations agrométéorologiques automatiques ont été mises en place. Ce dispositif permet la diffusion des alertes et des avertissements, la prévention contre les maladies des rosacées, le suivi des stades de développement des cultures et des conseils agricoles sont envoyés par SMS aux agriculteurs de la zone de Sefrou. Il permet aussi de servir d'outil pour les signalisations publiques sous forme de SPOT d'information, sensibilisation et communication sur l'agriculture. Le site est accessible ici : <http://gaima.yobeen.com/secure/common/main.vm>

Aussi, des innovations ont été enregistrées en matière d'utilisation des énergies renouvelables. Ainsi, à Sefrou, l'utilisation de plaques photovoltaïques a été testée avec succès pour l'approvisionnement en énergie des centres de collecte de lait, le pompage d'eau pour l'irrigation des parcelles de prunier pour des parcelles ne dépassant pas 1 ha (agriculture solidaire). Une fiche technique de ce dernier projet et pouvant servir de support pour la diffusion à grande échelle a été produite.

En matière d'intégration socioprofessionnelle et de lutte contre le chômage et la pauvreté, le projet a testé et réussi l'expérience d'« équipes métiers » dans le domaine de l'arboriculture fruitière et la constitution de coopératives de services dont les signes d'un meilleur ancrage dans le tissu économique local sont très encourageants.

Dans le domaine de l'élevage, les essais de démonstration et les champs écoles réalisés aussi bien en élevage ovin qu'en apiculture méritent d'être suffisamment documentés en vue d'un large partage avec les institutions et partenaires nationaux œuvrant dans ce domaine.

[1]<https://www.youtube.com/watch?v=BmMey-kXs8Y>

[2]<https://www.youtube.com/watch?v=VyZ9tX1sG6U>

Utilisation optimale des ressources

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La note précédente est maintenue. L'optimisation des ressources est jugée plutôt satisfaisante. L'exécution du projet semble efficiente et les investissements du projet pourraient afficher une bonne rentabilité. Certaines activités du projet (UV en particulier) témoignent de retards d'exécution ou dépassent les limites du budget (par exemple l'estimation budgétaire pour l'UV caroube). A part l'exception de l'UV caroube, les coûts unitaires moyens ont globalement été initialement surestimés par rapport aux coûts réels. Le rapport coût-efficacité n'est pas estimé à cause du manque de données sur les bénéfices monétaires générés.

Principaux problèmes

L'absence de données sur les bénéfices générés grâce au soutien du projet continue de pénaliser l'appréciation de l'utilisation optimale des ressources. L'absence de données sur les ratio coûts/bénéfices prive le projet d'un important indicateur de décision. L'étude des effets ne fournira cette information que peu de temps avant l'achèvement.

Dans la période de 15 mois restants, le projet peut encore collecter les données nécessaires à la détermination de la note, notamment en conduisant une campagne de collecte de données technico-économique permettant de déterminer (i) l'augmentation des revenus agricoles des bénéficiaires (sur la base d'un échantillonnage représentatif) et (ii) la part des revenus des activités spécifiquement ciblées par le projet (par exemple nouvelles plantations).

La note guide pour l'évaluation de l'utilisation optimale des ressources *Practical guidance and guiding questions for Value for Money assessment, Dec 2019* suggère d'évaluer le ratio intrants / résultats (rentabilité).

Cohérence entre le PTBA et les activités menées

Note: 3

Notation précédente: 3

Justification de la note

La note précédente est maintenue. La cohérence entre le PTBA et les activités menées est jugée plutôt insuffisante. La pandémie a continué d'affecter négativement la mise en œuvre du PTBA 2020. Les UGPP et l'UCCP ont pris des mesures correctives à différents niveaux. La DPA de Sefrou en particulier a visiblement réussi à maintenir un niveau de mise en œuvre adéquat malgré les restrictions en place.

Le PTBA 2020 a été révisé en Juin 2020 et le montant prévisionnel des engagements prévus de l'année a été augmenté de 92 à 98 millions Mdh. Environ 28% de ces engagements concernent les infrastructures rurales (27,8 millions Mdh) et 19% pour l'aval des filières végétales et animales (23,3 millions de Mdh). Dans le contexte des restrictions liées à la pandémie, des risques de calendrier de mise en œuvre de ces activités physiques pénalisent le taux d'avancement du PTBA.

Évaluation du PTBA

Malgré les circonstances défavorables, les activités du projet ont visiblement progressé depuis Juillet 2020. Les niveaux d'avancement et les contraintes spécifiques à chaque sous composante ont été revus dans le détail par la mission sur la base des rapports d'avancement préparés par les UGPP et l'UCCP. Le taux global pondéré de réalisation physique du PTBA 2020 est estimé à 55%.

L'analyse de l'avancement du PTBA 2020 au niveau central montre que les activités de formations et voyages d'études ont été reportées à cause des restrictions de déplacements dues à la pandémie, alors que l'étude sur la politique de sauvegarde environnementale et genre et la conception du plan de communication ont modestement progressé (30% et 20% respectivement). Le film documentaire sur le PDRZM a été produit. Le taux de réalisation du PTBA 2020 dans le cadre de la convention ADA/ONUDI est estimé à 70%. En effet, sur les 12 appels d'offre lancés, 10 ont été attribués en contrats et bon de commande. Le taux d'engagement réalisés est de 46%, alors que le taux des paiements est de 19,3 % (non compris les frais de gestion et d'appui). Le programme non engagé concerne les actions de renforcement de capacité qui seront programmées après la reprise des activités normales du secteur. Toutefois, les conditions semblent réunies pour que les marchés en cours d'exécution connaissent une nette amélioration afin d'atteindre les performances budgétaires prévues à fin 2020.

En date du 31 Octobre 2020, les engagements cumulés représentent 81% des prévisions révisées du projet. Les paiements cumulés représentent 50% des prévisions révisées et 62% des engagements.

Performance du système de suivi-évaluation

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La notation précédente est maintenue : la performance du système de suivi-évaluation est jugée plutôt satisfaisante. Le système de suivi-évaluation comporte quelques lacunes et ne rend compte que des produits et des activités. Depuis la dernière mission de supervision, les deux UGPP ont fait des efforts considérables pour améliorer la documentation et l'organisation de la base de données des bénéficiaires. Ce travail a permis de sauvegarder les données du projet qui servent à l'alimentation du cadre logique et servira plus particulièrement aux évaluations d'effets à court et à moyen termes. L'organisation actuelle de la base de données permet également de faire un suivi des activités réalisées par bénéficiaire individuel et l'élimination des doublons.

Base de données des bénéficiaires. Les 2 UGPP ont continué à améliorer la base de données des bénéficiaires : i) saisie des listes des bénéficiaires de chaque activité réalisée dans le cadre du programme en renseignant les informations nécessaires au système de suivi-évaluation du PDRZM (numéro de CIN, âge, et sexe) ; ii) l'organisation des données est faite sur Excel à Sefrou et sur Access à Azilal sans double comptage des bénéficiaires grâce aux CIN renseignés jusqu'à présent, tout en continuant la récupération des CIN auprès des OPA qui a été momentanément interrompu à cause de la pandémie ; iii) La structuration des deux bases est faite par filière, OPA, commune et Douar tout en gardant les possibilités d'extraction de tableaux analytiques même par individu (on peut retracer l'ensemble des activités reçu par bénéficiaire).

Les deux bases de données doivent être complétées par les informations manquantes avant le lancement de l'enquête d'effet. Les deux UGPP doivent compléter leurs bases à fin février 2021. Le départ de l'AT de Azilal peut entraver l'accomplissement de cette tâche, la mission recommande donc à la DPA d'Azilal de s'assurer de la disponibilité des données pour l'ensemble des activités déjà achevées et de poursuivre l'alimentation des données des bénéficiaires pour les activités restantes jusqu'à la fin du programme.

Les systèmes SIG ont été mis en place par les deux UGPP et servent à la géolocalisation des projets implantés sur le terrain en faisant référence à quelques données sur chaque projet (Intitulé du projet/Action, province, filière, objet du projet, porteur de projet, etc.).

A titre d'exemple, le lien suivant comporte une cartographie des projets relatifs aux activités ONUDI dans la province de Sefrou:

https://www.google.com/maps/d/viewer?hl=fr&mid=1qfk1tmo_IdSHG8WTLiRHR20_5ovMTEa&ll=33.720785747528325%2C-4.63723144632137&z=10

Évaluation du système de suivi-évaluation

Effets du Programme. Sur la base des recommandations des précédentes missions de supervision, les UGPP ont prévu de réaliser une enquête d'effet selon les nouvelles directives du FIDA dans le PTBA 2020. Pour non-disponibilité des budgets, cette action a été reportée à 2021. Cependant, aucuns préparatifs de cette enquête n'ont été entamés. En absence de données de suivi chiffré et suivant une méthodologie rigoureuse, valide et représentative, la réalisation d'une enquête pour mesurer les indicateurs d'effets selon les nouvelles directives IBRE est fortement souhaitable durant cette phase du programme.

La conception et le pilotage de cette enquête doivent être mieux pensés en lançant une seule enquête pilotée par l'ADA et intégrant l'ensemble de la zone du projet et ses deux composantes. Le lancement de plusieurs enquêtes à la fois ne

sera ni efficient, ni efficace et posera un grand problème d'harmonisation des résultats.

Les réalisations du programme en termes d'investissement, d'accompagnement et d'appui à l'organisation des agriculteurs, des femmes et des jeunes méritent d'être mieux documentées avec une meilleure visibilité des effets du programme sur les bénéficiaires.

Pour réussir cette enquête : i) l'ADA doit assurer la mission du pilotage avec une bonne coordination entre les différents parties prenantes sur le terrain ; ii) les TDR doivent être élaborés rigoureusement avec l'appui du FIDA ; iii) la sélection des cabinets doit être restrictive aux cabinets ayants des expériences avérés dans la conduite d'enquête avec des hauts standards de qualités ; iv) les deux UGPP doivent participer activement dans la préparation de l'enquête par la mise en disponibilité des données nécessaires.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Etude des effets des projets Préparer l'enquête sur les effets du Programme en concertation étroite entre l'ADA, la DPA d'Azilal et la DPA de Sefrou : conception de l'étude et formulation des TDR.	UGP SEFROU & AZILAL, l'équipe ONUDI en coordination avec ADA	02/2021
Capitalisation et documentation des cas d'étude Continuer l'effort de documentation des cas d'études pour capitaliser les leçons apprises.	ADA en coordination avec: UGP SEFROU & AZILAL, l'équipe ONUDI	06/2021

Exigences des normes sociales, environnementales et climatiques

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La note précédente est maintenue. La conformité aux exigences PESEC est jugée plutôt satisfaisante. Bien que le projet ait été conçu avant l'entrée en vigueur du cahier des charges PESEC, les impacts sociaux et environnementaux du projet sont à prendre en compte de manière systématique pour l'ensemble des interventions du projet. Globalement les interventions du projet présentent peu de risques environnementaux du fait de la taille des interventions : petite et moyenne hydraulique desservant des périmètres de petite taille selon la classification nationale et généralement de moins de 100 ha ; tronçons de piste généralement de moins de 10km. Etant à distance, il faut noter que la mission n'a pas pu vérifier les aspects liés à la PESEC sur le terrain. L'analyse se base sur les données fournies à distance par le projet

Évaluation des PESEC

Les exigences relatives aux normes sociales, environnementales et climatiques ont été mises en place et les mesures sont en cours d'exécution. Ces normes ont permis de faciliter l'adhésion des populations concernées aux activités du projet. Elles ont aussi amélioré le niveau de résilience des infrastructures aux risques climatiques, et notamment des pistes rurales.

En ce qui concerne les UV, les exigences nationales s'appliquent par l'agrément ONSSA dont le cahier des charges couvre l'ensemble des risques sanitaires et hygiénique. Dans le cadre du Plan Maroc Vert les études d'impact environnementales sont à la charge des OPA porteuses de projet d'Unités de Valorisation.

Le PV de l'atelier de concertation avec les usagers d'eau le long de l'oued Slilou pour l'implantation des deux seuils de dérivation a été remis à la Mission.

La mission a réitéré la nécessité de mettre en place une procédure de doléance adéquate afin de recueillir et de répondre aux inquiétudes et doléances des populations rurales affectées par les infrastructures et les interventions du projet.

La mission a aussi réitéré la nécessité de maintenir les experts environnementalistes prévus dans les marchés d'assistance technique pour accompagner les travaux prévus pendant la période de prolongation envisagée. Ces spécialistes environnementaux devront prendre connaissance du cahier des charges et des exigences PESEC dans leur mandat et termes de référence.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Mesures PESEC Documenter les doléances et assurer un suivi rapproché de la mise en œuvre des mesures d'atténuation des risques et impacts sociaux, environnementaux et climatiques des actions réalisées dans le cadre du PDRZM.	UGPP SEFROU et AZILAL	12/2021

d. Gestion et exécution financière

Taux de décaissement acceptable

Note: 3.0

Notation précédente: 2

Justification de la note

1. Le programme est à sa sixième année d'exécution, depuis la date d'entrée en vigueur, et le taux de décaissement global sur les fonds alloués par le FIDA (prêt FIDA, don ASAP et don FEM) est faible et ne dépasse pas 65%, malgré l'annulation de 3.105 MDTs (4.240 MUSD). Le FIDA a approuvé une extension de la date d'achèvement de deux ans, pour la porter au 31 mars 2022. Ce taux est jugé insatisfaisant selon les règles établies par le FIDA.

Principaux problèmes

La date d'entrée en vigueur est le 23 février 2015, cependant les premiers décaissements sur le prêt et sur le don ASAP ont eu lieu le 25 mai 2017 et le premier décaissement sur le don FEM a eu lieu le 12 septembre 2016. En effet, avant de procéder au décaissement, il fallait remplir les conditions de décaissements.

Les décaissements cumulés sur le prêt s'élèvent, au 31 octobre 2020, à 8.207 MDTs (11.456 MUSD), soit 61% du prêt. Les décaissements sur les dons ASAP et FEM s'élèvent respectivement à 470 MDTs, soit 663 MUSD (36%) et 5.438 MUSD (84%). Il faut noter que les décaissements effectués en 2020 s'élèvent à 7.555 MUSD et représentent 43% de l'ensemble des décaissements depuis le démarrage du projet. Par ailleurs, plusieurs catégories de dépenses ont enregistré des dépassements importants des montants alloués atteignant même 42% pour la catégorie 4 du prêt.

Les paiements effectifs sur le prêt, à la même date, sont de 121.584 MDH et ceux des dons sont de 7.343 MDH pour l'ASAP et 55.022 MDH pour le FEM.

Des améliorations ont été constatées dans la régularité de soumission des DRFs au FIDA. En effet, les DPAs soumettent régulièrement les relevés des dépenses à l'ADA. Il en est de même pour les soumissions des DRFs par la direction du budget au FIDA. Ainsi, au cours des 11 premiers mois 2020, la direction du budget a adressé au FIDA 15 DRFs (6 sur le prêt, 6 sur le FEM et 3 sur l'ASAP) pour un montant total de 7.555 MUSD.

Par ailleurs, la mission note l'absence d'un retour systématique d'information de la direction du budget à l'ADA et de l'ADA aux DPA d'Azilal et de Sefrou concernant la soumission des DRF au FIDA, les montants demandés, les dates des demandes.

Le FIDA a approuvé, en date du 02 mars 2020, la requête d'annulation d'une partie du prêt portant sur 3.105 MDTs (4.240 MUSD). Toutefois, les DPAs et l'ADA n'ont pas encore procédé à une révision des fonds par composante pour tenir compte de la réduction du coût du projet.

Prévisions de paiements et réallocation des fonds par catégorie. Un état prévisionnel des paiements par catégories a été arrêté pour le prêt et les dons FEM et ASAP sur la base des paiements déjà effectués et des prévisions de paiements qui seraient effectués d'ici la date d'achèvement du projet. Il ressort ce qui suit de cet état prévisionnel :

- Les paiements sur le prêt dépasseraient le montant révisé du prêt de 3.053 MDTs (4.305 MUSD).
- Les catégories 1 ; 3 et 4 enregistreraient des dépassements de 4.503 MDTs, 831 MDTs et 211 MDTs, contre des économies de 842 MDTs pour la catégorie 2. Ces dépassements seront financés en partie par le montant non alloué (1.650 MDTs), les économies de la catégorie 2 et le reste par le budget du gouvernement.
- Les paiements sur le don FEM enregistreraient un léger dépassement de 306 MUSD. Les catégories 2 et 3 enregistreraient des dépassements de 451 MUSD et 282 MUSD, contre des économies de 369 MUSD pour la catégorie 1 et 58 MUSD pour la catégorie 4.
- Les paiements sur le don ASAP dégageraient un reliquat de 631 MDTs. Seule la catégorie 2 dégagerait un dépassement de 74 MDTs.

La mission recommande que le projet adresse au FIDA une requête de réallocation des fonds par catégorie pour tenir compte de ces dépassements.

La mission a revu un échantillon de dépenses et confirme la bonne tenue des dossiers et la disponibilité des pièces

justificatives.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Mise a jour des donnees financieres du projet et soumettre une demande de reallocation des fonds Réaffecter les fonds par composante pour tenir compte de l'annulation d'une partie du prêt. Adresser au FIDA une requête de réallocation des fonds par catégorie.	DPAs et ADA	01/2021
S'assurer de la bonne transmission des DRFs aux differentes parties concernees et du correct flux d informationit Informier systématiquement l'ADA de chaque soumission de DRF au FIDA, du détail de la DRF et du montant décaissé par le FIDA. Informier systématiquement les DPA de chaque soumission de DRF au FIDA, du détail de la DRF et du montant décaissé par le FIDA.	Direction du Budget, DPAs et ADA	12/2021

Aspects fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

10. La gestion financière du projet est suivie conjointement par le personnel affecté par l'AT et les cadres des deux DPAs. Les comptables de l'AT transmettent toutes les informations comptables et financières au gestionnaire du système de Gestion Intégrée de la dépense (GID) pour les saisir sur ce système. Il a été constaté une amélioration au niveau de la tenue des dossiers par les deux UGPP, de la disponibilité de l'information, du suivi financier, de la préparation des rapports financiers, de la progression des paiements, de la soumission périodique des DRF et la finalisation du manuel des procédures.

Principaux problèmes

Budgétisation. L'UCCP soumet au FIDA à la fin de chaque année un PTBA pour examen et non objection. La mission rappelle qu'il est important d'assurer un suivi régulier de l'avancement budgétaire des PTBA et dégager les écarts par rapport aux prévisions et les expliquer. Le PTBA révisé de 2020 s'élève à 55.152 MDH et le taux de d'engagement est de 70%, alors que le taux de paiement est de 21%. La mission constate que le PTBA de 2021 n'a pas encore été soumis au FIDA pour examen et approbation, alors qu'il aurait dû lui être adressé au plus tard le 31 octobre 2020.

Les systèmes de contrôle interne des DPAs garantissent la séparation des fonctions, grâce à plusieurs niveaux indépendants de contrôle et de validation. Un manuel de procédures du projet a été finalisé en 2018 et a été approuvé par le FIDA.

Système comptable. Etant donné que le système GID ne permet pas d'établir des rapports financiers portant sur les engagements et les paiements par catégorie, composante, sous-composante et par source de financement, l'ADA a confié le développement d'un système informatisé de suivi financier et de suivi évaluation à un bureau d'études. Cependant, ce système de suivi-évaluation (SSE) n'est pas complètement opérationnel, le suivi financier du programme et l'établissement des rapports financiers sont effectués en parallèle sur Excel. En effet, les deux DPAs ont rencontré quelques difficultés lors de la saisie des données sur le SSE et au niveau des états de sortie et par conséquent, elles ont arrêté de le faire. L'ADA a lancé un appel d'offres pour le recrutement d'un nouveau bureau d'études pour reprendre le développement de ce système, mais ça n'a pas encore abouti. La mission recommande d'accélérer les procédures de recrutement d'un bureau d'études pour analyser les difficultés rencontrées par les DPAs et de reprendre le développement du système SSE.

Décaissement et flux de fonds. Les flux de fonds sur les ressources du Prêt et du don sont effectués selon la procédure de remboursement des dépenses préfinancées. Les procédures de paiement sur les fonds du prêt et des dons obéissent aux mêmes règles de contrôle des paiements sur le budget des DPAs et qui présentent plusieurs niveaux de contrôle et sont jugées acceptables par le FIDA.

Les engagements cumulés au 31 octobre 2020 s'élèvent à 293.051 MDH (31.053 MUSD), dont 40 MDH portent sur le contrat avec l'ONUDI. Les engagements représentent 74% des prévisions révisées du projet après annulation de 4.240 USD. Ils sont financés à raison de 180.323 MDH sur le prêt, 57.980 MDH sur le don FEM, 7.767 MDH sur le don ASAP, 117 MDH sur le don FIDA, 37.259 MDH sur le budget de l'Etat et 9.605 par les bénéficiaires.

Les paiements cumulés au 31/10/2020, s'élèvent à 219.326 MDH (23.241 MUSD) et représentent 56% des prévisions révisées après annulation de 4.240 USD, et 75% des engagements.

La revue de 29 demandes de paiements sur le prêt et les deux dons FEM et ASAP, totalisant 16.444 MDH, soit 23% des décaissements de 2020, a révélé les principales faiblesses suivantes :

- Les UGPP de Sefrou et Azilal et l'UCC intègrent les intérêts moratoires dans les engagements lors de la préparation des tableaux financiers.
- Délais importants entre les dates d'attribution des marchés et les visas du trésorier provincial et aussi entre les dates des services faits et celles des visas du trésorier provincial.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Soumission du PTBA pour l'année 2021 Soumettre le PTBA 2021 au FIDA pour examen et approbation.	UGPP DPA Azilal & Sefrou / UCC	01/2021
Amélioration de la qualité de la gestion budgétaire du projet et l'actualisation de l'avancement physique et financier Ajuster les engagements du projet en ne considérant comme engagements que le montant du contrat et les variations des prix et dans la masse consommées. Assurer un suivi régulier de l'avancement budgétaire des PTBA et dégager les écarts par rapport aux prévisions et les expliquer. Estimer la contribution en nature des DPAs, de l'ADA et des bénéficiaires et l'inclure dans les tableaux financiers du projet.	UGPP DPA Azilal & Sefrou / UCC	12/2021

Qualité et ponctualité des audits

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Les auditeurs ont soumis dans les délais impartis un rapport complet contenant des recommandations détaillées sur la mise en place du système de contrôle interne au niveau opérationnel

Principaux problèmes

Le rapport de vérification a été présenté à temps. La vérification a été effectuée par l'IGF et donne son avis sur les états financiers ainsi que sur les aspects opérationnels. La lettre de la direction a été soumise avec les commentaires de la direction du projet.

Fonds de contrepartie

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les fonds sont disponibles et leur utilisation pour financer les activités ne pose pas, en général. Cependant, des retards au niveau de l'ouverture des crédits de paiements par le Ministère des finances ont été enregistrés. Ceci s'est traduit par des retards de paiement. Les fonds de contrepartie sont jugés moyennement satisfaisants.

Principaux problèmes

Les fonds de contrepartie constituent la contribution du gouvernement au financement du programme et porte sur le paiement des taxes et une quote-part des frais généraux supportés par les DPAs tel que la mise à disposition des locaux, la prise en charge des salaires du personnel affecté au projet, les frais de fonctionnement (véhicules, carburants, déplacements). Les paiements sur les fonds de contrepartie s'élèvent au 31 octobre 2020, à 25.655 MDH (2.719 MUSD) et représentent 17% du montant alloué (15,674 MUSD).

La mission recommande d'estimer les frais généraux supportés par les DPA et la contribution des bénéficiaires et les intégrer dans les états financiers du projet.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Acceleration de la mise en place des credits d engagement Demander au Ministère des finances d'accélérer les procédures d'ouverture des crédits de paiements.	UGPP DPA Azilal & Sefrou / UCC	12/2021

Conformité avec les clauses des prêts

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les deux UGPP et l'UCC ont globalement respecté les obligations prévues dans les Accords de financement. Toutefois, le système SSE n'est pas opérationnel. A l'exception du non-respect de la périodicité des réunions du comité central de pilotage, toutes les dispositions de l'accord de financement ont globalement été respectées par les deux UPP et l'UCC. La mission a pris note que malgré la situation pandémique, plusieurs réunions de coordinations et de cadrage à distance et missions sur terrains ont été réalisées en 2020 par l'UCCP et plusieurs réunions de suivi se sont tenues avec les DRA au cours desquelles le PDRZM a fait l'objet d'examen et d'analyse afin d'atteindre les objectifs fixés par le FIDALe respect des dispositions est jugé moyennement satisfaisant.

Principaux problèmes

Le système informatique SSE n'est pas totalement opérationnel.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Comité de pilotage Convoquer les réunions des comités de pilotage selon la fréquence convenue.	UCCP	12/2021

Évaluation de la passation des marchés

Passation des marchés

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Plutôt satisfaisant: Les processus, procédures et systèmes appliqués présentent quelques lacunes et incohérences qui ont une incidence limitée sur l'exécution et la performance du projet. Un appui à l'exécution est nécessaire, mais il est probable que les problèmes ou contraintes seront rapidement réglés.

Évaluation de la passation des marchés

En 2020 et malgré la situation pandémique, la DPA d'Azilal a signé 3 contrats et a lancé 2 Appels d'offre. Alors que la DPA de Sefrou a pu lancer 9 appels d'offre et signer 7 contrats dont un bon de commande. Cependant, l'ADA a lancé 3 appels d'offres et a signé deux contrats. Les activités de passation des marchés prévues en 2021 sont récapitulées ci-après :

Entite	Description	Méthode de passation	Montant (USD)
	Appui à la commercialisation	SMC	250,000.00
	Labellisation à la certification	SMC	160,000.00
	Kits de matériel pour les équipes métiers	AON	140,000.00

DPA- AZILAL	Atelier de formation sur l'entretien et la maintenance des pistes et des points d'eau	SMC	40,000.00
	Assistance technique pour l'organisation d'un voyage d'échange d'expérience autour d'un projet FIDA en Tunisie ou en Jordanie	SMC-ONUDI	60,000.00
	Assistance technique et formation	SMC-ONUDI	654,900.00
	Voyage à l'international pour les cadres	SMC-ONUDI	375,385.00
	Achat de matériel informatique	AON	20,000.00
DPA-SEFROU	Atelier de formation sur l'entretien et la maintenance des pistes	SFQC	100,000.00
ADA	ETUDE D'effet	SFQC	Estimation en cours
	Assistance technique de suivi évaluation	SMC	150,000.00

Néanmoins, Les actions de formation et de voyage devraient être étudiées pour une potentielle réallocation. La passation des marchés est globalement satisfaisante en termes de respect des procédures nationales et des directives du FIDA.

Par ailleurs, le nombre de contrats en cours dans les deux DPAs présente un risque considérable eu égard à la date d'achèvement du projet. Il est recommandé d'élaborer un rétroplanning pour l'exécution physique et financière des contrats en cours et avec l'implication de toutes les parties prenantes.

Le contrat 50/2019 d'un montant de 1,266,400 Dirhams objet du désaccord entre l'entrepreneur et la DPA d'Azilal est en cours de résolution à l'amiable pour lever les réserves et finaliser les 20% des travaux restants.

La mission à distance n'a pas permis de visualiser le système de classement et d'archivage mais la transmission rapide des dossiers scannés permet de juger d'un bon archivage électronique. Le registre des contrats est mis à jour et sera utilisé pour clôturer les contrats en cours. Le PPM a été mis à jour pendant la mission au niveau des deux DPA.

La mission a souligné l'importance de la coordination de l'étude d'effet par l'ADA pour harmoniser les deux études d'effet prévues dans les DPAs et assurer une cohérence d'ensemble.

Le défi des deux DPA réside dans la gestion des contrats. Le recours à plusieurs assistances techniques spécifiques en plus de l'AT de gestion de projet exige un suivi rigoureux pour les 15 mois restants.

L'AT avec ADI à la DPA d'Azilal, qui aurait duré 5 ans prend fin au mois décembre 2020. La DPA d'Azilal procédera à une réévaluation des besoins en AT et procédera à un recrutement de consultants individuels.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Réserve sur le marché de travaux (piste à Tamda Noumercid) - Azilal Accompagner l'entrepreneur à lever les réserves concernant le marché objet d'un potentiel litige entre la DPA et l'entrepreneur après un achèvement physique à 41%. La mission a pris note de l'intention de la DPA pour résoudre à l'amiable le désaccord sur la quantité des terrassements pour les travaux d'aménagement de la piste rurale Tamda Noumercid sur 2.8 km. .	UGPP Azilal	01/2021
Contrat 15/2020 (Azilal) Le contrat 15/2020 : il s'agit d'un appel d'offres ouvert lancé conformément à la réglementation marocaine, laissant la liberté aux soumissionnaires de déposer leurs offres avec des critères de sélection exigés au niveau du dossier d'appel d'offres (qualifications de l'équipe média et l'équipe technique). La mission recommande pour toutes les prochaines sélections de services de consultants de vérifier avec le FIDA pour se conformer aux directives du FIDA dans les cas où ils exigent la publication d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) et l'établissement d'une liste restreinte de consultants qualifiés à qui une demande de proposition (DDP) sera envoyée. L'évaluation concernera uniquement les offres reçues de cette liste restreinte. »	UGPP Azilal	01/2021
Clôture des contrats engagés - Azilal Préparer un retroplanning en concertation avec les entrepreneurs et les prestataires afin de finaliser tous les contrats en 2021 en portant une attention particulière aux entreprises adjudicatrices de plusieurs contrats en cours avec un faible taux d'exécution (Sté Chems Agro Consulting, Sté Complexe Bâtiments et Travaux Public, etc.)	UGPP Azilal	01/2021
Passation des marchés pour l'étude des effets du projet Préparer les TDRs et la DDP pour l'étude d'effet et les soumettre à la Non-objection du FIDA	ADA	02/2021
Délégation de crédits Veiller à déléguer tous les crédits nécessaires pour le paiement de tous les contrats en cours d'exécution ou en cours d'adjudication	ADA	03/2021
Paiement des contrats achevés - Sefrou Accélérer le paiement des 22 contrats achevés avec un faible taux d'avancement financier.	UGPP Sefrou	03/2021
Clôture des contrats engagés - Sefrou Accélérer la mise en œuvre des 18 contrats en cours et préparer un retroplanning réaliste. Statuer sur les anciens contrats entre 2015 et 2017 notamment le contrat 13/2016 avec la Sté Engineering Industry pour la fourniture et l'installation des bacs à lait qui a été résilié et remplacé par 14/2019 achevé. Le registre des contrats doit refléter la situation de chaque contrat.	UGP Sefrou	12/2021

e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

Probabilité d'atteindre l'objectif de développement

Note: 4.04

Notation précédente: 4.0

Évaluation de la performance globale de l'exécution

Note: 3.92

Notation précédente: 4.0

F. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Vue d'ensemble et avancement du projet		
Accompagnement de l'amont des filières végétales Préparer et valider un plan d'accompagnement de l'amont des filières végétales, en partenariat avec l'ONCA, orienté autour de l'accompagnement pratique et des champs écoles	UGPP Sefrou/ ONUDI	01/2021
UV Noix et Caroube Accélérer le rythme de construction des UV pour qu'elles puissent rapidement accueillir les équipements • UV noix : assurer le suivi rapproché des travaux pour éviter les retards • UV caroube : accélérer l'obtention du visa par le trésorier régional et assurer le suivi rapproché des travaux pour éviter les retards dans le calendrier de construction	UGPP Azilal et ADA	01/2021
Equipements des UV Préparer sans délai les spécifications techniques des équipements des UV et publier les AO.	UGPP Azilal	01/2021
Prévention des désaccords avec les Entreprises Arrêter avec les Entreprises chargées des travaux, les quantités réellement exécutées et les estimations des travaux	UGPP/AT DPA AZILAL et SEFROU	01/2021
Achèvement des travaux objet de litige (Azilal) Assurer l'achèvement des travaux d'aménagement de la piste rurale Tamda Noumercid	UGPP Azilal	01/2021
Planification des travaux des 2 seuils de dérivation Revoir avec l'entreprise les plannings d'exécution de manière à pouvoir accélérer le rythme d'exécution des 2 seuils de dérivation sans pénaliser la qualité des travaux et des ouvrages	UGPP Sefrou	01/2021
Assistance Technique (IAA-commercialisation-labellisation) À la suite de l'adjudication du marché, accélérer la mise en place de l'assistance technique destinée au OPA porteuses des UV et y inclure les équipes métiers (commercialisation)	UGPP Azilal	01/2021
UV Briquette- Equipement Finaliser l'installation de la presse à briquettes et l'équipement de l'unité en énergie Photovoltaïque comme prévu au PTBA.	UGPP Sefrou et ONUDI	01/2021

Evaluation de la durabilité des AGR viandes rouges Inclure les AGR viandes rouges et apicoles dans l'étude d'impact prévue en 2021 au niveau d'Azilal Réaliser une étude d'effet des activités AGR viandes rouges au niveau de Sefrou	UGPP Sefrou, Azilal/ ADA	02/2021
UV Amandes Débloquer les crédits nécessaires à la construction de l'UV	ADA	03/2021
Accompagnement et appui des AGR viandes rouges Préparer et mettre en œuvre le programme de renforcement des capacités des AGR viandes rouges	UGPP Sefrou/ ONCA	03/2021
Démarrage des travaux du seuil de dérivation (consolidation des crédits de paiement par ADA) Consolider au titre de 2021 les crédits de paiement déjà délégués pour le démarrage des travaux faisant l'objet du marché 28/2019 et portant sur la construction du seuil de dérivation et du canal tête morte du périmètre irrigue de Mouna sur l'oued Slilou	ADA	03/2021
Appui des groupements ANOC à l'aval Appuyer le processus de mise en place d'un label « Indication géographique protégée » pour la viande de race Timahdite initié par l'ANOC et capitaliser les acquis en matière de valorisation des productions animales (laine, lait) dans le cadre de la gestion des savoirs à l'échelle du projet	ADA/ANOC	06/2021
Efficacité en matière de développement		
Aspects Genre – OPA et AGR féminines et de jeunes Ajuster l'appui aux OPA féminines et aux jeunes porteurs d'UV, microprojets et équipes métiers à inclure dans le PTBA 2021 dans le cas où les formations et voyages d'étude ne pourraient être réalisés à cause des restrictions de déplacement liées à la pandémie.	UGP SEFROU & AZILAL équipe ONUDI	01/2021
Appui AGR apiculture et élevage Renforcer l'accompagnement des AGR apiculture et élevage sur la base d'un diagnostic précis des besoins afin de garantir leur viabilité économique et leur durabilité	UGP SEFROU & AZILAL	01/2021
Ciblage- Base de données des bénéficiaires Continuer à affiner la base de données des bénéficiaires afin d'en élaborer une version définitive incluant jusqu'à la dernière liste des bénéficiaires des activités du PDRZM.	UGPP Azilal et Sefrou, AT et ONUDI	03/2021
Durabilité et transposition à plus grande échelle		
Stratégie de pérennisation Finaliser la stratégie de pérennisation du projet sur le modèle de canevas élaboré pendant la mission	ADA	03/2021
Gestion du projet		

Etude des effets des projets Préparer l'enquête sur les effets du Programme en concertation étroite entre l'ADA, la DPA d'Azilal et la DPA de Sefrou : conception de l'étude et formulation des TDR.	UGP SEFROU & AZILAL, l'équipe ONUDI en coordination avec ADA	02/2021
Capitalisation et documentation des cas d'étude Continuer l'effort de documentation des cas d'études pour capitaliser les leçons apprises.	ADA en coordination avec: UGP SEFROU & AZILAL, l'équipe ONUDI	06/2021
Coordination par l'unité centrale Piloter la gestion du projet de manière coordonnée sur la base du rétroplanning des actions restants à mener jusqu'à achèvement en assurant la mobilisation de l'assistance technique en fonction des besoins réels et du calendrier des activités physiques.	UCCP	12/2021
Mesures PESEC Documenter les doléances et assurer un suivi rapproché de la mise en œuvre des mesures d'atténuation des risques et impacts sociaux, environnementaux et climatiques des actions réalisées dans le cadre du PDRZM.	UGPP SEFROU et AZILAL	12/2021
Gestion et exécution financière		
Réserve sur le marché de travaux (piste à Tamda Noumercid) - Azilal Accompagner l'entrepreneur à lever les réserves concernant le marché objet d'un potentiel litige entre la DPA et l'entrepreneur après un achèvement physique à 41%. La mission a pris note de l'intention de la DPA pour résoudre à l'amiable le désaccord sur la quantité des terrassements pour les travaux d'aménagement de la piste rurale Tamda Noumercid sur 2.8 km. .	UGPP Azilal	01/2021
Contrat 15/2020 (Azilal) Le contrat 15/2020 : il s'agit d'un appel d'offres ouvert lancé conformément à la réglementation marocaine, laissant la liberté aux soumissionnaires de déposer leurs offres avec des critères de sélection exigés au niveau du dossier d'appel d'offres (qualifications de l'équipe média et l'équipe technique). La mission recommande pour toutes les prochaines sélections de services de consultants de vérifier avec le FIDA pour se conformer aux directives du FIDA dans les cas où ils exigent la publication d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) et l'établissement d'une liste restreinte de consultants qualifiés à qui une demande de proposition (DDP) sera envoyée. L'évaluation concernera uniquement les offres reçues de cette liste restreinte. »	UGPP Azilal	01/2021
Clôture des contrats engagés - Azilal Préparer un retroplanning en concertation avec les entrepreneurs et les prestataires afin de finaliser tous les contrats en 2021 en portant une attention particulière aux entreprises adjudicatrices de plusieurs contrats en cours avec un faible taux d'exécution (Sté Chems Agro Consulting, Sté Complexe Bâtiments et Travaux Public, etc.)	UGPP Azilal	01/2021

Mise a jour des donnees financieres du projet et soumettre une demande de reallocation des fonds Réaffecter les fonds par composante pour tenir compte de l'annulation d'une partie du prêt. Adresser au FIDA une requête de réallocation des fonds par catégorie.	DPAs et ADA	01/2021
Soumission du PTBA pour l'annee 2021 Soumettre le PTBA 2021 au FIDA pour examen et approbation.	UGPP DPA Azilal & Sefrou / UCC	01/2021
Passation des marchés pour l'étude des effets du projet Préparer les TDRs et la DDP pour l'étude d'effet et les soumettre à la Non-objection du FIDA	ADA	02/2021
Délégation de crédits Veiller à déléguer tous les crédits nécessaires pour le paiement de tous les contrats en cours d'exécution ou en cours d'adjudication	ADA	03/2021
Païement des contrats achevés - Sefrou Accélérer le paiement des 22 contrats achevés avec un faible taux d'avancement financier.	UGPP Sefrou	03/2021
Comité de pilotage Convoquer les réunions des comités de pilotage selon la fréquence convenue.	UCCP	12/2021
Clôture des contrats engagés - Sefrou Accélérer la mise en œuvre des 18 contrats en cours et préparer un retroplanning réaliste. Statuer sur les anciens contrats entre 2015 et 2017 notamment le contrat 13/2016 avec la Sté Engineering Industry pour la fourniture et l'installation des bacs à lait qui a été résilié et remplacé par 14/2019 achevé. Le registre des contrats doit refléter la situation de chaque contrat.	UGP Sefrou	12/2021
S'assurer de la bonne transmission des DRFs aux différentes parties concernées et du correct flux d'information Informé systématiquement l'ADA de chaque soumission de DRF au FIDA, du détail de la DRF et du montant décaissé par le FIDA. Informé systématiquement les DPA de chaque soumission de DRF au FIDA, du détail de la DRF et du montant décaissé par le FIDA.	Direction du Budget, DPAs et ADA	12/2021
Amélioration de la qualité de la gestion budgétaire du projet et l'actualisation de l'avancement physique et financier Ajuster les engagements du projet en ne considérant comme engagements que le montant du contrat et les variations des prix et dans la masse consommées. Assurer un suivi régulier de l'avancement budgétaire des PTBA et dégager les écarts par rapport aux prévisions et les expliquer. Estimer la contribution en nature des DPAs, de l'ADA et des bénéficiaires et l'inclure dans les tableaux financiers du projet.	UGPP DPA Azilal & Sefrou / UCC	12/2021

<p>Acceleration de la mise en place des credits d engagement</p> <p>Demander au Ministère des finances d'accélérer les procédures d'ouverture des crédits de paiements.</p>	<p>UGPP DPA Azilal & Sefrou / UCC</p>	<p>12/2021</p>
--	---	----------------



Investir dans les populations rurales

Maroc

Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I

Rapport de supervision

Cadre logique du projet

Dates de mission: 22/11/2020 - 08/12/2020

Date du document: 15/01/2021

Identifiant du projet 1100001727

Numéro du rapport: 5613-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I

Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée Portée du programme: nombre de bénéficiaires et de ménages ayant bénéficié des services du projet	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet										
	Femmes		4 500	9 000	1 849	4 547	50.5				
	Hommes		10 000	21 000	5 162	15 759	75				
	Jeunes		4 500	9 000	1 039	4 743	52.7				
	Personnes autres que les jeunes		0	0	5 972	15 563	Inf				
	Nombre total de personnes bénéficiant de services		15 000	30 000	7 011	20 306	67.7				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés							rapports d'activités	annuel		
	Ménages		15 000	30 000	1 402	13 803	46				
	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages							rapports d'activités	annual		
	Membres des ménages		75 000	150 000	21 328	83 335	55.6				
Objectif du projet Réduire la pauvreté, la vulnérabilité et améliorer les conditions de vie des populations rurales des zones de montagne	Réduction de la pauvreté rurale dans les deux provinces ciblées par le programme •										Les conditions macro-économiques s'améliorent.
	reduction in rural poverty			30							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Objectif de développement Renforcer les populations cibles pour améliorer leurs productivité et leur résilience aux effets du changement climatique.	Pourcentage d'exploitations agricoles appuyées par le programme ayant augmenté la productivité des filières cibles							Enquête spécifique	référence, MP et achèvement	PMU	Le gouvernement poursuit sa politique sur le changement climatique
	augmentation de la productivité agricole			70	20						
Effet direct Effet 1: La production et la valorisation des produits ont augmenté	Augmentation des revenus des producteurs et éleveurs membres des coopératives							rapports d'enquête bénéficiaires	référence, MP et achèvement	PMU	
	augmentation des revenus			20	15						
	1.2.2 Ménages déclarant l'adoption de technologies, de pratiques ou d'intrants nouveaux/améliorés										
			18	50	50	50	100				
	Membres des ménages		1 911	10 000	2 165	6 271	62.7				
	2.2.4 Membres des organisations de producteurs ruraux soutenus, déclarant la fourniture par leur organisation de services nouveaux ou améliorés										
	Pourcentage de membres des organisations de producteurs ruraux		35	70							
	Nombre d'organisations de producteurs ruraux		40	100	12	307	307				
	Taille des organisations de producteurs		2 500	10 000	4 685	15 483	154.8				
	Hommes		2 000	7 000	2 814	11 589	165.6				
	Femmes		500	3 000	1 871	3 834	127.8				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes occupent des postes de direction		200	500	1 515	3 059	611.8	Enquête spécifique	référence, MP et achèvement	PMU	
	1.2.4 Ménages faisant état d'une augmentation de la production										
	Ménages		15	30							
	Membres des ménages		22 500	45 000	1 299	3 803	8.5				
	Hommes		12 500	25 000	844	2 890	11.6				
	Femmes		10 000	20 000	455	913	4.6				
Produit Produit 1.1. La production des filières ciblées a augmenté et les pertes post-récolte ont diminué	1.1.3 Producteurs ruraux ayant accès aux facteurs de production et/ou aux paquets technologiques							rapports d'activités	annuel		
	Femmes		500	2 000	903	2 662	133.1				
	Hommes		2 000	7 000	1 688	4 943	70.6				
	Jeunes		100	500	619	1 825	365				
	Personnes autres que les jeunes				1 972	5 780					
	Producterus ruraux		2 500	2 700	2 591	7 605	281.7				
	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production							rapports d'activités	annuel		
	Nombre total de personnes formées par le projet					0					
	Nombre total de présences aux sessions de formation				3 680	11 706					
	Hommes formés à la production végétale		2 000	7 000	2 797	7 773	111				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes formées à la production végétale		500	2 000	883	2 672	133.6				
	Jeunes formés à la production végétale		100	500	883	3 116	623.2				
	Personnes autres que les jeunes formées à la production végétale				2 797	7 329					
	Personnes formées à la production végétale		2 500	9 000	3 680	10 445	116.1				
	2.1.3 Organisations de producteurs ruraux soutenues							rapports d'activités	annuel		
	Organisations de producteurs ruraux soutenues		40	100	12	307	307				
	Tailles des organisations de producteurs		4 000	10 000	4 685	15 423	154.2				
	Hommes		3 000	7 000	2 814	11 589	165.6				
	Femmes		500	3 000	1 871	3 834	127.8				
	Jeunes		1 000	2 000	1 871	4 750	237.5				
	Personnes autres que les jeunes				2 814	10 673					
	Femmes occupent des postes de direction		300	500	1 515	2 460	492				
	Augmentation du nombre de groupements d'éleveurs encadrés par l'ANOC							rapports d'activités	annuel		
	groupements de producteurs		4	8	0	3	37.5				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Pourcentage de diminution des pertes post-récoltes							rapports d'activités	annuel		
	diminution des pertes post-récoltes										
Produit Produit 1.2. Les produits des filières ciblées sont mieux valorisés.	Nombre de produits agréés par l'ONSSA							rapports d'activités	annuel		
	amélioration de la qualité de la production		10	70							
	Nombre de produits labellisés pour les filières							rapports d'activités	annuel		
	Produits labellisés filières végétales				0	3					
	produits dérivés commercialisés filière viande et apiculture				0	0					
Produit Produit 1.3. Les infrastructures rurales sont consolidées	2.1.5 Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées							rapports d'activités	annuel		
	Longueur des routes (km)		7	57	0.7	18.6	32.6				
	2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état							rapports d'activités	annuel		
	Nombre total d'installations		10	19	2	13	68.4				
	Installations de commercialisation construites ou remises en état		3	6	2	7	116.7				
	Installations de transformation construites ou remises en état		2	7	0	3	42.9				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Installations de stockage construites ou remises en état		3	6	0	3	50	rapports d'activités	annuel	PMU	
	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état										
	Superficie en hectares		2 000	4 000	675	2 367	59.2				
Effet direct Effet 2 : la résilience au changement climatique dans les zones ciblées a augmenté	Augmentation de la demande des produits locaux améliorés							Enquête spécifique	référence, MP et achèvement		Les études et contrats sont réalisés dans les délais.
	augmentation de la demande			30		15	50				
	Superficies cultivées par des méthodes résilientes au climat							Enquête spécifique	référence, MP et achèvement	PMU	
	Superficie de terre		1 100	2 145	0	1 300	60.6				
	3.2.2 Ménages déclarant l'adoption de pratiques et technologies durables et résilientes au changement climatique										
	Ménages		25	50							
	Membres des ménages		1 500	7 000							
	Hommes										
	Femmes										
Produit Produit 2.1. L'utilisation des ressources naturelles est optimisée et les services éco-systémiques sont restaurés.	Membres des ménages de petits exploitants pauvres ayant reçu un appui pour faire face aux effets du changement climatique							Project progress report	annual		Les groupements sont bien formés dans la gestion des infrastructures.
	Femmes				223	757					
	Hommes				1 250	3 884					
	Membres des ménages		20 000	56 000	1 473	4 641	8.3				
	Groupes locaux participant à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique							rapports d'avancement	annuel	UCP	

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Groupes		50	100	20	107	107				
	Membres de groupes-femmes		500	2 000	233	767	38.4				
	Membres de groupes - hommes		1 000	5 000	1 250	3 884	77.7				
	Membres du groupe - total		2 500	7 000	1 483	4 651	66.4				
	Ménages bénéficiant d'une augmentation des quantités d'eau disponibles ou d'une utilisation plus rationnelle de ces dernières										
	Ménages										
Produit Produit 2.2. les technologies d'adaptation aux CC en agriculture sont vulgarisées	Nombre de conseils agricoles en matière d'adaptation aux CC dispensés.										
	conseils agricoles CC				0	1 786					
	3.1.2 Personnes ayant reçu des services d'information climatique										
	Femmes		500	5 000	0	361	7.2				
	Hommes		1 000	10 000	0	4 160	41.6				
	Jeunes		200	1 000	0	1 358	135.8				
	Personnes bénéficiant de services d'information climatique		1 500	10 500	0	4 521	43.1				



Investir dans les populations rurales

Maroc

Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I

Rapport de supervision

Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Dates de mission: 22/11/2020 - 08/12/2020

Date du document: 15/01/2021

Identifiant du projet 1100001727

Numéro du rapport: 5613-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendice 1: Questions financières : Exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

Tableau 1A. Exécution des obligations de financement par source de financement au 31-10-2020 (en 000' USD)

Source de financement	Montant approuvé (en 000' USD)	Décaissements (en 000' USD)	% décaissement
Prêt du FIDA	21 260	12 884	61%
Don FEM	6 510	5 830	90%
Don ASAP	2 212	778	35%
Don Fida	100	12	12%
Gouvernement	15 674	2 719	17%
Bénéficiaires	350	1 018	291%
Total	46 106	23 241	50%

Tableau 1B. Exécution des obligations de financement par source de financement et par composante au 31-10-2020 (en 000' USD)

Composantes	Prêt FIDA			Don FEM			Don ASAP			Don FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Aprov	Payé	%	Aprov	Payé	%	Aprov	Payé	%	Aprov	Payé	%	Aprov	Payé	%	Aprov	Payé	%	Aprov	Payé	%
A Développement et valorisation filières agricoles	19 510	10 180	52%	1 510	0		2 212	778	35%	0	0		11 292	1 947	17%	350	1 018	291%	34 874	13 923	40%
B GRN, diversification et adaptation au CC	0	2		5 000	5 830	117%	0	0		0	0		2 066	272	13%	0	0		7 066	6 105	86%
C Coordination, gestion appui institutionnel	1 750	2 701	154%	0	0		0	0		100	12	12%	2 316	499	22%	0	0		4 166	3 213	77%
Total	21 260	12 884	61%	6 510	5 830	90%	2 212	778	35%	100	12	12%	15 674	2 719	17%	350	1 018	291%	46 106	23 241	50%

Tableau 1C-a. Décaissements du prêt FIDA au 31-10-2020 (en 000' DTS)

N°	Catégories	Allocation initiale (1)	Décaissements (2)	DRF en instance (3)	Solde (1) - (2) - (3)	% décaissement (2)+(3)/(1)
1	Génie civil	1 657	2 057	0	-400	124,14%
2	Equipements et matériels	5 170	2 175	0	2 994	42,08%
3	Formation	3 846	2 453	0	1 393	63,77%
4	Consultants	1 072	1 522	0	-450	142,00%
	Non alloué	1 650		0	1 650	0,00%
	Total	13 395	8 207	0	5 188	61,27%

Tableau 1C-b. Décaissements du don GEF au 31-10-2020 (en 000' \$)

N°	Catégories	Allocation initiale (1)	Décaissement (2)	DRF en instance (3)	Solde (1) - (2)	% décaissement (2)+(3)/(1)
1	Equipements et matériels	3 200	1 987	0	1 213	62,09%
2	Formation & AT	1 900	2 177	0	-277	114,58%
3	Etudes et conventions	1 000	1 027	0	-27	102,73%
4	Gestion du projet	410	197	0	213	48,04%
	Montant autorisé	0	50	0	-50	100,00%
	Total	6 510	5 438	0	1 072	83,54%

Tableau 1C-c. Décaissements du don ASAP au 31-10-2020 (en 000' DTS)

N°	Catégories	Allocation initiale (1)	Décaissement (3)	DRF en instance (3)	Solde (1) - (3)	% décaissement (2)+(3)/(1)
1	Génie civil	660	171	0	489	0,00%
2	Equipements et matériels	320	256	0	64	79,93%
3	Formation	140	12	0	128	8,75%
4	Consultants	45	31	0	14	68,87%
	Non alloué	130	0	0	130	0,00%
	Total	1 295	470	0	825	36,32%



Investir dans les populations rurales

Maroc

Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I

Rapport de supervision

Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Dates de mission: 22/11/2020 - 08/12/2020

Date du document: 15/01/2021

Identifiant du projet 1100001727

Numéro du rapport: 5613-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Composante 1- DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES

Activités principales/ Sous activités/Item	unité	quantité prévue de l'année	coût unitaire (MAD)	total engagement prévu de l'année	Total paiement prévu de l'année	Suivi des Paiements Effectifs 2020		
						Payé en MAD	Payé en Euro équivalent	% Payé
COMPOSANTE 1 :				38 719 685,31	30 864 425,52	10972126,53	978658,02	48%
Sous-composante 1.1: Filières arboricoles_Amont				-	1200000,00	1143646,30	102007,45	100%
Réalisation des travaux de plantation de 75 ha de prunier	ha	-	35184,00	-	1200000,00	1143646,30	102007,45	100%
Sous-composante 1.2: Filières arboricoles_Aval				1123430,00	1063734,30	421316,94	37579,33	41%
Construction de l'unité de fabrication de briquettes à base de grignon d'olives	Unité	1	459510,00	459510,00	427344,30	421316,94	37579,33	86%
Etude de conception architecturale et suivi du projet de construction d'une unité de fabrication de briquette à base de grignon d'olives	Etude	0,40	49800,00	19920,00	27390,00	-	-	-
Equiperment de l'unité de fabrication de briquettes à base de grignon d'olives	Unité	1	500000,00	500000,00	465000,00	-	-	-
Réalisation des sessions de formation au profit des producteurs de « pommier »	Session	2	24000,00	48000,00	48000,00	-	-	-
Réalisation des sessions de formation au profit des producteurs de « cerisier »	Session	2	24000,00	48000,00	48000,00	-	-	-
Réalisation des sessions de formation au profit des producteurs de « prunier »	Session	2	24000,00	48000,00	48000,00	-	-	-
Sous-composante 1.3 : Développement des filières animales_ amont				2985674,00	2962288,82	1238000,00	110423,32	74%
Construction du Centre d'affouragement	Centre	1	334074,00	334074,00	310688,82	-	-	-
Achat de 200 têtes de béliers de race Timahdit au profit des groupements ANOC	bélier	200	2937,50	587500,00	587500,00	587500,00	52402,02	99%
Achat de 65 têtes de béliers de race Timahdit au profit des groupements ANOC	bélier	65	3140,00	204100,00	204100,00	204100,00	18204,68	99%
Formation au profit des producteurs de "Viandes rouges"	Session	10	20000,00	200000,00	200000,00			
Formation pour le renforcement des capacités des femmes (VR)	Session	10	15000,00	150000,00	150000,00	-	-	-
Démonstrations de la conduite alimentaire et d'engraissement (VR)	AT	1	800000,00	800000,00	800000,00	-	-	-
Réalisation de voyage d'échange au profit des producteurs de "Viandes Rouges"	Voyage	2	65000,00	130000,00	130000,00	-	-	-
Achat de 400 ruches peuplées	Ruche	400	1200,00	480000,00	480000,00	446400,00	39816,62	92%
Assistance technique "Technicien" en apiculture	pers-mois	10	10000,00	100000,00	100000,00	-	-	-
Sous-composante 1.4 : Filières animales- Aval				2623245,62	2971845,47	619190,57	55228,66	26%
Lot N°1 : Travaux de construction du Centre de Collecte de lait de la Coopérative "Izmaouen "	Centre	-	409056,00	-	150000,00	112775,85	10059,03	51%

Activités principales/ Sous activités/Item	unité	quantité prévue de l'année	coût unitaire (MAD)	total engagement prévu de l'année	Total paiement prévu de l'année	Suivi des Paiements Effectifs 2020		
						Payé en MAD	Payé en Euro équivalent	% Payé
Lot N°2 : Travaux de construction du Centre de Collecte de lait de la Coopérative "Sedk "	Centre	-	415191,60	-	150000,00	102647,90	9155,67	52%
Lot N°1 : Travaux de construction du Centre de Collecte de lait de la Coopérative "AL FARAH"	Centre	1	433219,62	433219,62	402894,25	-	-	-
21/2019: Lot N°2 : Travaux de construction du Centre de Collecte de lait de la Coopérative "Ain Lekbir"	Centre	1	546018,00	546018,00	507796,74	140225,75	12507,43	26%
Fourniture et installation de bacs à lait et du matériel technique relatif à l'équipement de six(6) centres de collecte de lait	bac	0,50	63860,00	31930,00	26821,20	6120,00	545,87	17%
Contrat des prestations de conception architecturale et suivi du projet de construction de 4 centres de collecte de lait.	Etude	-	73440,00	-	19089,88	16506,85	1472,33	83%
Etude de conception architecturale et suivi du projet de construction de deux (2) centres de collecte de lait	ETUDE	0,50	52800,00	26400,00	29040,00	-	-	-
les travaux d'aménagement du local pour les coopératives agricoles de la Commune Territoriale d'Adrej.	LOCAL	-	236698,80	-	158724,96	81859,80	7301,48	47%
Achat de matériels apicoles au profit des coopératives apicoles	kit	7	12244,00	85708,00	79708,44	79708,44	7109,59	92%
Travaux d'aménagement du local de Groupement d'Intérêt Economique (GIE) "Arome Agay"	LOCAL	1	59970,00	59970,00	59570,00	59545,98	5311,20	97%
Achat d'équipement des centres de collecte de lait	Kit	2	150000,00	300000,00	279000,00	-	-	-
Réalisation de sessions de formation au profit des producteurs du lait	Session	10	15000,00	150000,00	150000,00	-	-	-
Réalisation de voyages d'échange au profit des producteurs du lait	Voyage	4	37500,00	150000,00	150000,00	-	-	-
Equipement informatique et bureautique	Kit	1	100000,00	100000,00	93000,00	-	-	-
Assistance technique pour l'obtention de l'agrément de l'ONSSA pour local apicole	AT	2	100000,00	200000,00	200000,00	19800,00	1766,06	15%
Fourniture de matériels et équipements d'apiculture	Kit	1	200000,00	200000,00	200000,00	-	-	-
Aménagement de la miellerie	LOCAL	1	340000,00	340000,00	316200,00	-	-	-
Sous-composante 1.5 : Infrastructures et aménagements hydro-agricoles				17896335,69	17938897,73	5972692,72	532733,89	46%
Réalisation des travaux d'aménagement hydroagricole périmètre "Mediouna" relevant de la commune rurale d'Adrej	ml	-	241,68	-	57372,00	57372,00	5117,29	99%
Réalisation des travaux d'aménagement hydroagricole périmètre Tazouta CR Tazouta	ml	-	241,68	-	40601,40	40712,45	3631,34	100%
Réalisation des travaux d'aménagement hydroagricole périmètre Takmoumt Commune Rurale Adrej	ml	-	538,43	-	52766,28	52766,28	4706,48	100%
Réalisation des travaux d'aménagement hydroagricole périmètre Tafajight Commune Rurale Tafajight	ml	-	379,67	-	47838,00	47838,00	4266,91	100%
Travaux d'aménagement hydroagricole de la seguia « Mediouna-Hourriga » relevant de la Commune d'Adrej	ml	-	339,16	-	35635,60	-	-	-

Activités principales/ Sous activités/Item	unité	quantité prévue de l'année	coût unitaire (MAD)	total engagement prévu de l'année	Total paiement prévu de l'année	Suivi des Paiements Effectifs 2020		
						Payé en MAD	Payé en Euro équivalent	% Payé
Travaux d'aménagement hydroagricole de la seguia Ait Faska	ml	850	392,56	333672,60	460325,15	307321,16	27411,49	88%
Travaux d'aménagement hydroagricole de la seguia Takeltounte	ml	1200	277,06	332474,40	332090,72	-	-	-
Travaux d'aménagement hydroagricole de la seguia Ain Derdar Commune Kandar Sidi Khyar	ml	855	301,23	257549,94	271400,91	-	-	-
Travaux d'aménagement hydroagricole des seguias : Taltarya, Ait Lhaj, Ighane Ijdadene, Iroua Oufella et Tasmaoute	ml	345	585,75	202083,75	511564,66	210719,14	18795,08	43%
Lot N°2 : Travaux d'aménagement hydroagricole de la seguia : " Mayour"	ml	970	419,20	406624,00	428460,51	173477,47	15473,31	37%
Travaux d'aménagement hydroagricole des seguias : "Ait Hammou Moussa et Mechakra Charkia (Rive Gauche)"	ml	1000	699,00	699000,00	650070,00	-	-	-
Travaux d'aménagement hydroagricole de la seguia : "Mechakra Gharbia (Rive Droite) "	ml	400	489,60	195840,00	266765,85	209680,67	18702,45	71%
Travaux d'aménagement hydroagricole des seguias relevant dans la Commune territoriale d'Adrej,	ml	650	247,92	161148,00	184452,48	104345,99	9307,13	65%
Travaux d'aménagement hydroagricole de la seguia : "Chorfa Mâane (Rive Gauche)"	ml	2000	364,77	729540,00	678472,20	155278,35	13850,04	28%
Travaux d'aménagement hydroagricole de la seguia "Ait Mzyan"	ml	600	413,73	248238,00	274999,28	275054,98	24533,51	91%
Travaux d'aménagement hydroagricole de la seguia "Freh Bni Aaich"	ml	500	400,90	200450,00	142020,87	100685,63	8980,65	98%
Travaux d'aménagement hydroagricole de la seguia de la source "Flala" du périmètre de PMH "Taghda").	ml	417	2967,94	1237632,00	1150997,76	593849,79	52968,39	85%
Réalisation des Travaux d'aménagement hydro agricole de la seguia "Ferha"	ml	1000	576,36	576360,00	576360,00	388576,39	34659,04	94%
Travaux de construction du seuil de dérivation et du canal tête morte du périmètre irrigue de Mediouna sur l'oued Slilou	Seuil	1	3 265 500,00	3265500,00	3036915,00	-	-	-
Travaux de construction du seuil de dérivation et du canal tête morte du périmètre irrigue de Mouna sur l'oued Slilou,	Seuil	1	2 168 880,00	2168880,00	2017058,40	-	-	-
Réalisation des prestations d'Assistance technique pour le suivi et le contrôle des travaux d'aménagement hydro-agricole des périmètres d'irrigation PMH	AT	0,40	676 800,00	270720,00	470304,00	109075,65	9728,99	26%
Assistance Technique pour le suivi et le contrôle de la qualité d'exécution des travaux de construction des seuils de dérivation des eaux d'irrigation sur l'oued slilou	AT	0,90	446 520,00	401868,00	446520,00	-	-	-
Travaux de construction d'ouvrages de 2 seuils de sédimentation en gabions en amont du périmètre El Bouk sur l'Oued Slilou	seuil	1,85	486 900,00	900765,00	555634,00	836616,98	74621,99	96%
Travaux de construction d'ouvrages de 4seuils de sédimentation en gabions en amont du périmètre El Bouk sur l'Oued Slilou	Seuil	4	502 830,00	2011320,00	1870527,60	1528907,40	136370,78	82%

Activités principales/ Sous activités/Item	unité	quantité prévue de l'année	coût unitaire (MAD)	total engagement prévu de l'année	Total paiement prévu de l'année	Suivi des Paiements Effectifs 2020		
						Payé en MAD	Payé en Euro équivalent	% Payé
Travaux de revêtement et de stabilisation des pistes rurales Dar El hamra	Km	-	428 250,00	-	119910,00	119910,00	10695,36	100%
Réalisation des travaux d'aménagement de pistes rurales dans la Commune Rurale de Laanoucer,	Km	0,90	445 980,00	401382,00	614686,26	660504,39	58913,64	93%
Réalisation des travaux d'aménagement de pistes rurales dans la Commune Rurale de d'Ain Timguenai,	Km	3	465 680,00	1397040,00	1290147,20	-	-	-
Travaux d'achèvement de l'aménagement de pistes rurales dans la Communes Territoriale d'Adrej,	Km	3	463 040,00	1389120,00	1291881,60	-	-	-
Réalisation des prestations topogrphiques pour l'aménagement et stabilisation de pistes rurales sur 7 Km	Etude	-	157 200,00	-	8400,00	-	-	-
Réalisation des études techniques relatives à l'aménagement des pistes rurales et suivi de l'exécution topographique et de la qualité des travaux correspondants	Etude	0,40	130 320,00	52128,00	54720,00	-	-	-
Atelier de formation sur l'entretien et la maintenance des pistes	atelier	1	57 000,00	57000,00	-	-	-	-
Sous-composante 1.6: Coordination & Gestion du Programme				14091000,00	4727659,20	1577280,00	140685,37	44%
Assistance technique de la Direction Provinciale de l'Agriculture de Sefrou dans l'exécution du Programme PDRZM	FF	0,39	13 512 000,00	13512000,00	4727659,20	1577280,00	140685,37	44%
Etude d'impact	FF	1	579 000,00	579000,00	-	-	-	-

Composante 2- GESTION DES RESSOURCES NATURELLES, ADAPTATION AUX CC ET DIVERSIFICATION (ONUDI / GEF)

Activités principales/ Sous activités/Item	unité	quantité prévue de l'année	REALISATIONS AU 24 NOVEMBRE 2020
Sous-composante 2.1 : Optimisation de l'utilisation des RN et restauration des services écosystémiques			
2.1.1 : Infrastructure efficiente en énergie			
Equipement efficient en énergie d'une unité de jus de pommes/vinaigre	FF		
Equipement en énergie solaire des unités des mielleries	FF	3	Contrat en cours de notification à l'entreprise de commencer les travaux
2.1.2: Assistance technique et formation en efficience en énergie			
Assistance technique	unité/an	5	Expert en Energie engagé (en cours de réalisation)
formation	session	3	Reporté pour 2021

Activités principales/ Sous activités/Item	unité	quantité prévue de l'année	REALISATIONS AU 24 NOVEMBRE 2020
voyages d'échange	voyage	2	Reporté pour 2021
2.1.3: Opérations spécifiques et assistées de l'économie de l'eau			
Formation des AUEA	FF	4	Reporté pour 2021
Reconversion du gravitaire en goutte à goutte	FF		
Assistance aux champs écoles pour l'économie de l'eau	FF	1	Reporté pour 2021
Voyages d'échange	voyage	2	Reporté pour 2021
2.1.4: Opérations spécifiques d'optimisation des TPS et pratiques agricoles			
Assistance technique et appui conseil aux OPA	H-mois	3	Experts engagés par l'ONUDI
Appui aux champs école et optimisation des TPS et pratiques agricoles	FF	1	Reporté pour 2021
Voyages d'échange	voyage	2	Reporté pour 2021
2.2.1: Plans participatifs de GRN pour l'adaptation au CC			
Plans de développement adaptatifs au niveau produit (miel, noix et caroube)			
Etude de système de gestion et création de valeur au niveau système (Sefrou-Azilal)			
2.2.2: Diversification et amélioration de la qualité des produits apicoles et dérivés			
Apprentissage des membres des coop apicoles	FF	2	Expert apicole engagé par l'ONUDI (en cours de réalisation)
Suivi régulier des ruches par assistance technique	H-mois	4	IDEM
Expérimentation et contrôle du potentiel productif (introduction de reines)	FF	1	IDEM
Soutien aux organisations féminines d'apiculture (liée aux PAM)	FF	3	IDEM
Formation et apprentissage des membres des coopératives apicoles	session	8	Reporté pour 2021
Service apicole	H-mois	4	Expert apicole engagé
2.2.3: Valorisation des produits agricoles de terroir et résilience au cc			
Pépinière arboricole			
Appui technique aval des filières (échange d'expérience à l'international)	voyage	1	Reporté pour 2021
2.2.4: Valorisation des produits agricoles de terroir et résilience au cc			
Renforcement des capacités des producteurs et les UV	FF	1	Experts engagés par l'ONUDI (en cours de réalisation)
Adoption d'itinéraire techniques adaptés aux systèmes de cultures existants	session		
Equipements complémentaires des mielleries	FF	7	Marché engagé, livraison en décembre 2020
Acquisition de générateurs anti grêle	FF	4	Action réalisée
Formation dans les technologies post-récolte et en BPF/BPH	session	3	Reporté pour 2021
2.2.5: Valorisation des produits agricoles de terroir et résilience au CC			

Activités principales/ Sous activités/Item	unité	quantité prévue de l'année	REALISATIONS AU 24 NOVEMBRE 2020
Renforcement des capacités des producteurs	session	1	Experts engagés par l'ONUDI (en cours de réalisation)
Formation en technologie post-récolte et en BPF/BPH	session	2	Reporté pour 2021
2.2.6: Plantes aromatiques et médicinales			
Achat et distribution de bulbes de safran pour 50 ha			
Formation Aval des PAM	session	1	Reporté pour 2021
2.2.7: L'horticulture associée à l'arboriculture			
Assistance technique , typologie des micro-projets	session	1	Experts engagés par l'ONUDI (en cours de réalisation)
Equipement des micro-projet	U	4	réalisé à 95% le reste est prévu début décembre 2020
2.2.8: Diversification des emplois verts liés à la résilience aux CC			
Actions spécifiques et assistées (équipes métier)	U	3	2 projets réalisés et le 3ième prévu début décembre 2020
2.2.9: Actions transversales			
Renforcement des capacités (voyage à l'international)	FF	6	Reporté pour 2021



Investir dans les populations rurales

Maroc

Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I

Rapport de supervision

Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution

Dates de mission: 22/11/2020 - 08/12/2020

Date du document: 15/01/2021

Identifiant du projet 1100001727

Numéro du rapport: 5613-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date
Section E 1.	Nomination des directeurs provinciaux en tant que directeurs de programmes	Avant le premier décaissement	Disposition respectée
Section E 1.	Décision de création de l'UCCP par l'ADA	Avant le premier décaissement	Disposition respectée
Section E 1.	Décision de création des UGP	Avant le premier décaissement	Disposition respectée
Section E 1.	Logiciel de gestion comptable et financière opérationnel.	Avant le premier décaissement	Non respectée. Le SSE développé présente plusieurs problèmes et n'a pu être utilisé par les DPAs. Un autre AO sera lancé pour le choix d'un autre bureau d'études.
Annexe 1. II 3	Comité national de pilotage		Non respecté. Il ne se réunit pratiquement pas.
Annexe 1. II 4	Réunions trimestrielles de coordination (UCCP, UGPP et ONCA)		Clause respectée au niveau provincial. A rendre systématique au niveau central même si des réunions thématiques sont tenues..
Annexe 1. II 7	Réunions des comités provinciaux et locaux		Disposition respectée
Annexe 1. II 7	Formalisation des partenariats avec les institutions concernées		Evaluations de performance non formalisées
Annexe 3	Clauses particulières : a), b), c),		Clauses respectées
Section 4.02 b)	Aucun retrait ne peut être effectué sur le compte du prêt et/ou le compte du don avant que le FIDA n'ait approuvé le premier PTBA		Disposition respectée
Section 4.04	Les demandes de retrait ou d'engagement spécial sur le compte de prêt et/ou du compte de don, doivent être accompagnées par les documents et les pièces justificatives		Disposition respectée au niveau des DRF
Section 7.01 b)	L'UGP élabore annuellement un projet de PTBA	Projet de PTBA à soumettre au FIDA pour non-objection 60 jours avant le début de l'année du projet considéré	Disposition respectée, mais le PTBA est soumis au FIDA en retard.
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'emprunteur		Disposition respectée
Section 7.08	L'UGP assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon les montants conformes à de saines pratiques commerciales		Disposition respectée

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date
Section 7.11	L'emprunteur nomme le directeur du projet et tout le personnel clé du projet selon la procédure précisée dans l'accord de financement et fait en sorte qu'il reste en poste tout au long de la période de mise en œuvre	Avant le démarrage du Programme	Disposition respectée
Section 8.02	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion des informations, conformément aux prescriptions du guide pratique du FIDA pour le suivi- évaluation des projets		Disposition non respectée. Système de suivi-évaluation n'est pas opérationnel
Section 8.03	L'UGP doit remettre au FIDA des rapports d'activité périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du FIDA	Chaque semestre et à la fin de chaque exercice	Partiellement respectée
Section 9.01	L'UGP tient des comptes et des livres comptables distincts, conformément à des pratiques comptables appropriées		Disposition respectée mais les livres tenus sont manuels ou sur Excel
Section 9.03	Remettre au FIDA dans les 6 mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit.	30 juin de chaque année	Disposition respectée. Rapport d'audit de 2019 adressé au FIDA



Investir dans les populations rurales

Maroc

Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I

Rapport de supervision

Appendice 4: Analyse technique de fond

Dates de mission: 22/11/2020 - 08/12/2020

Date du document: 15/01/2021

Identifiant du projet 1100001727

Numéro du rapport: 5613-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendice 4: Analyse technique de fond

PDRZM

Province d'Azilal et de Séfrou

Note relative à la sélection et à l'accompagnement des bénéficiaires Composante Productions Végétales

I. Contexte et objectifs

Cette note s'inscrit dans le cadre de la mission de supervision du Projet de Développement Rural des Zones de Montagne (PDRZM) qui vise à apprécier la mise en place des activités du projet, dresser un bilan des activités réalisées depuis le début de sa mise en œuvre et à valider d'éventuelles nouvelles propositions.

Cette note vise à fournir un cadre conceptuel relatif aux choix et à l'accompagnement des bénéficiaires, tant à l'amont qu'à l'aval des filières. Elle est destinée aux équipes projet (UGP, DPA et ONUDI et Assistance Technique) et aux personnels locaux de l'office du Conseil Agricole.

II. Approches

Avant d'aborder la question de la sélection des bénéficiaires, il convient de préciser les types d'approches qui sont retenues dans le cadre de ce projet. Jusqu'à présent, c'est l'approche « clé-en-main » qui a été retenue. Cette approche confie les travaux d'extension de plantation à un prestataire externe qui assure les deux premières années de la gestion de la plantation jusqu'à un transfert aux bénéficiaires. Pendant ces deux années, les bénéficiaires sont peu impliqués et le degré d'appropriation est faible.

L'approche « clé-en-main » est à différencier d'une approche participative qui mettrait les bénéficiaires au cœur de l'action et les rendrait acteur de leur développement. C'est vers ce type d'approche qu'il serait intéressant d'adopter pour la seconde partie de la mise en œuvre des activités du projet.

En fonction des cultures envisagées et des contextes régionaux spécifiques, le choix du type d'approche peut varier.

III. Sélection des agriculteurs et des OP

La sélection des bénéficiaires des plantations se fait sur la base de nombreux critères et notamment socio-économiques. D'une manière générale, une approche plus participative devrait être privilégiée. Cette augmentation de la participation des bénéficiaires agriculteurs dans les actions menées est de nature à renforcer l'adhésion et l'appropriation des actions par les agriculteurs et de les rendre acteurs de l'amélioration de leurs conditions socio-économiques.

Cela requiert d'inclure un paramètre « participatif » dans les critères de sélection. Pour ce faire, il est préconisé qu'après une première sélection sur la base d'indicateurs socio-économiques « classiques », des entretiens soient conduits avec cette première sélection pour juger du degré de participation affiché par les futurs bénéficiaires. L'équipe projet devra également présenter aux bénéficiaires les conditions requises en matière de participation pour bénéficier des actions. Un document (convention de partenariat ou acte d'engagement) dans lequel les engagements des bénéficiaires seront exposés devra être signé.

IV. Accompagnement des bénéficiaires

L'accompagnement des bénéficiaires est la clé de la réussite des actions de développement. Cet accompagnement nécessite donc en préalable une compréhension fine de leurs réalités et une analyse précise de leurs besoins pour que l'accompagnement proposé soit le plus adapté possible.

A. Agriculteurs et OP

L'accompagnement technique des cultivateurs et des organisations de producteurs doit être pragmatique et concret. Les actions d'accompagnement menées doivent correspondre à leur quotidien et être concrètes et pratiques.

Formations pratiques – learning by doing

L'apprentissage au champ est une composante essentielle de la réussite des programmes de renforcement des capacités des agriculteurs. Organisées en petit format (maximum 10 agriculteurs), des séances de formations thématiques abordent, sous l'encadrement d'un professionnel reconnu, une thématique technique particulière. Il est important de consacrer la séance de **formation** à une **thématique technique unique** (taille des arbres par exemple).

- Le choix des sites / parcelles de formations est un autre élément important à prendre pour la réussite de l'activité. Ces sites doivent être sélectionnés, par le formateur, chez des agriculteurs, qui autorisent les formations à se tenir dans leur parcelle et à ce que des actions techniques aient lieu.
- En préalable à la formation pratique, il est tout à fait envisageable qu'une brève partie théorique soit exposée au champ.
- Viennent ensuite les démonstrations pratiques auxquelles les agriculteurs doivent absolument participer. La participation des agriculteurs est absolument nécessaire à la réussite des formations et au transfert de compétence.

*Exemple de formation pratique de taille des oliviers : le formateur, une fois une première taille d'olivier réalisée (avec l'équipement nécessaire – tronçonneuse et/ou scie, etc. et lui conférant par ailleurs une **légitimité**) propose à un binôme d'oléiculteurs de choisir un olivier et de marquer à la bombe de peinture les branches qu'il souhaiterait tailler. Une fois terminé, le binôme explique ses choix au formateur, ce dernier validant ou pas les choix du binôme d'agriculteurs.*

- au cours des formations pratiques (sur les bonnes pratiques culturales), il est important (i) d'identifier la zone (ou les arbres par exemple) ayant reçu une intervention de sorte à pouvoir comparer les effets des pratiques d'une année sur l'autre et (ii) de garder, dans une partie du verger « hôte » de la formation, une zone (ou quelques arbres par exemples) où la pratique culturale initiale a été conservée de sorte à pouvoir comparer différents types de pratique.

Accompagnement dans le temps

L'action répétitive dans le temps est un facteur de réussite en matière de renforcement de capacités. Les agriculteurs bénéficiaires des formations intègrent que, le temps du projet, un accompagnement récurrent est dispensé et que les agriculteurs peuvent bénéficier de référents qui sauront répondre à leurs questions spécifiques. Les thématiques des formations doivent être répétées au moment opportun du cycle cultural (taille, lutte contre les ravageurs, etc.) et idéalement dans les parcelles ou vergers qui ont accueilli les formations précédentes de sorte à pouvoir discuter des évolutions constatées consécutives à une session de formation antérieure. Ceci permet en outre de confronter le formateur devant ses pratiques culturales et permet aux agriculteurs d'évaluer son travail (gain de confiance) et le mettant dans les dispositions nécessaires pour qu'il puisse réaliser le travail seul dans ses propres parcelles.

Fermes / sites pilotes

Les fermes pilotes sont des sites, au sein d'exploitation agricole, où les pratiques agricoles et les facteurs de productions sont optimisés à des fins de démonstration. Elles permettent de :

- Faire la démonstration de techniques innovantes (par exemple systèmes d'irrigation à la parcelle, pratiques agricoles spécifiques, suivi et évaluation des performances technico-économiques d'une exploitation agricole type, etc.) ;
- Disposer d'un support grandeur nature et « parlant » pour diffuser un message auprès des autres paysans de la zone ;
- Disposer d'une situation de référence qui permet d'évaluer les impacts des bonnes pratiques agricoles d'un projet.

La mise en place de sites pilotes peut suivre la méthodologie détaillée ci-après

(i) Choix du/des paysans et de(s) sites : faisabilité et réceptivité locale

La réussite de la ferme pilote dépend de plusieurs facteurs dont le plus important est très certainement le paysan. En effet, la mise en place d'une ferme pilote implique certaines contraintes qui peuvent s'avérer difficile à gérer pour le paysan, sur le court terme comme sur le long terme. Le choix du paysan doit répondre à plusieurs critères. En premier lieu, sa volonté de participer à l'aventure car il devra disposer de **l'état d'esprit nécessaire (presque pionnier, tropisme pour l'innovation, propension au changement, esprit communicatif)** à la mise en place d'un tel dispositif au sein de son exploitation agricole. En effet, la ferme pilote demande une implication régulière et représente un effort supplémentaire que l'agriculteur doit consentir.

Dans un second temps, l'exploitation pilote doit prendre en compte des caractéristiques qui font de la **ferme pilote un élément représentatif** des exploitations agricoles de la zone. Si plusieurs type d'exploitations sont référencés (nécessité de dresser une typologie des exploitations agricoles de la zone), il est tout à fait envisageable de réaliser plusieurs fermes pilote en fonction des type d'exploitation présente. Le choix de l'exploitation doit également reposer sur le facteur « **taille de l'exploitation** ». En d'autres termes, la taille de l'exploitation doit permettre au paysan de « mettre à disposition » une partie de son exploitation sans pour autant impacter sa capacité à produire et à générer un revenu grâce à son activité « traditionnelle ». Cet élément donne ainsi une certaine latitude pour mettre en place des techniques innovantes, tester de nouvelles pratiques qui peuvent parfois prendre du temps à être intégrées par l'exploitant lui même.

(ii) Durée de l'intervention et moyen à mettre à disposition

La ferme pilote doit s'inscrire dans un temps relativement long. Les changements qui peuvent être mesuré à l'échelle d'une exploitation agricole s'inscrivent souvent dans un temps long qui suit les cycles de production agricole.

D'autre part, les ressources à allouer à une ferme pilote doivent être relativement importants. Il s'agit en effet de présenter des systèmes de production modernisés, optimisés, conduits dans les meilleures conditions. Pour arriver à des résultats, il faut mettre en place les conditions idéales de démonstration et de comparaison qui représentent souvent un coût supplémentaire par rapport à une exploitation traditionnelle

(iii) Suivi – Evaluation - Diffusion

L'intérêt d'une ferme pilote ou d'un réseau de fermes pilotes est de faire la démonstration de l'intérêt de pratiques agricoles / d'irrigation particulières et de pouvoir le diffuser auprès de la population agricole.

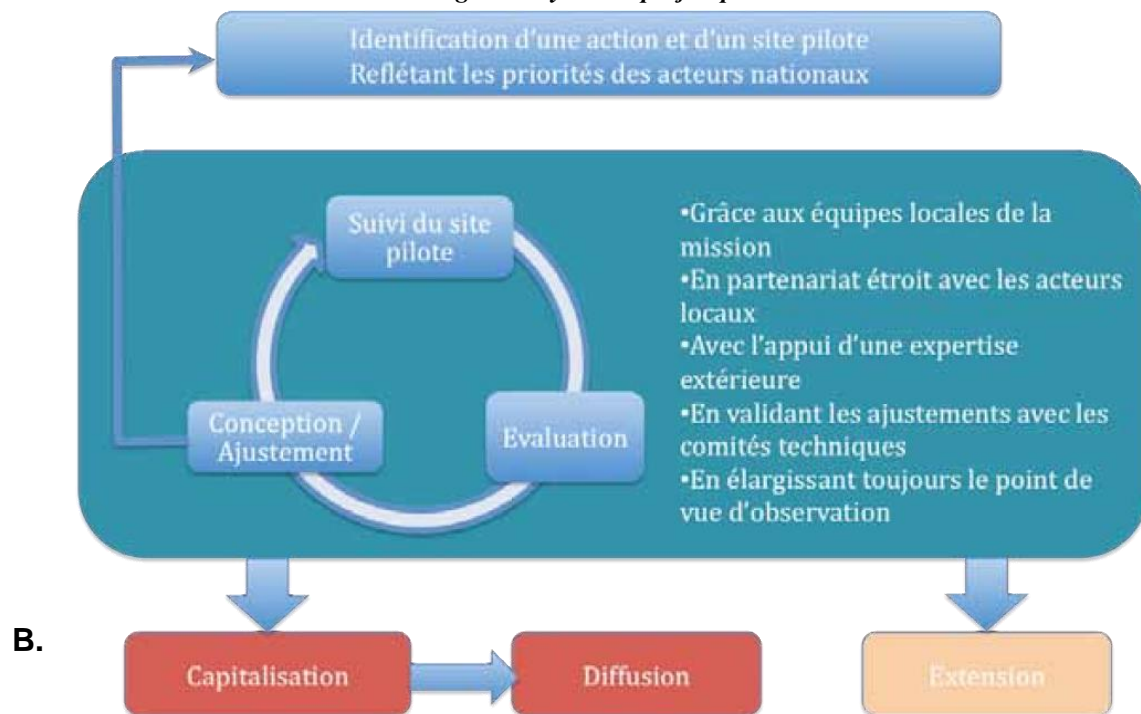
Pour ce faire, il est essentiel de mettre en place un système de suivi / évaluation rigoureux. Il devra dans un premier temps faire état de la situation de référence, et dans un second temps de préciser les indicateurs à suivre et suivant quelle régularité notamment.

Le système de suivi / évaluation devra faire état des performances techniques mais également technico-économiques des exploitations pilotes.

Il permettra notamment de fournir des premiers éléments d'analyse et présente également l'intérêt de pouvoir réorienter le travail effectuer dans un objectif de constante amélioration (cf. schéma ci-dessous).

Enfin, la ferme pilote ne saurait présenter d'intérêt sans une campagne de diffusion des résultats. Cette diffusion peut s'illustrer de différentes manières : des visites in-situ (discussion avec l'agriculteur pilote, formations) mais également à travers diverses publications qui peuvent mettre en lumière le travail accompli.

Figure 9: Cycle des projets pilotes



Coopératives de services et GIE

L'accompagnement des structures qui fourniront un service aux agriculteurs de la zone, qu'il s'agisse de coopérative de services agricoles (dont les équipes métiers, coopérative de pomme de terre ou encore coopérative de semis direct) est essentiel à la pérennité des actions engagées dans le cadre du PDRMA. Ces structures doivent être accompagnées pour que le service rendu réponde aux attentes des bénéficiaires et parfois adhérents de ces structures. La nature de l'accompagnement est double : technique ainsi qu'administratif et financier.

Accompagnement administratif et financier

En la matière, l'accompagnement doit concerner les thématiques suivantes :

- Diagnostic de chaque OP et GIE : dossier administratif, Assemblées Générales, Rapports Financiers et moraux, fond de roulement, archivage, etc. ;
- Elaboration/révision/actualisation des contrats et/ou des règlements intérieurs des OP et GIE ;
- Définir les objectifs des OP et GIE et élaborer les plans d'actions détaillés correspondants ;
- Etablir les guides de procédures internes.
- Formation et encadrement des membres des Conseils d'Administration des OP et GIE.

Accompagnement technique des coopératives de services

Les coopératives de services, telles que les équipes-métiers ou bien la coopérative proposant des services de semi direct doivent être accompagnées par le projet afin de renforcer leurs capacités techniques. Ceci peut se faire par l'intermédiaire de formations techniques plus poussées que celles des agriculteurs, comprenant cette fois-ci, en plus des parties techniques (Cf. supra) des parties théoriques nécessaires à la réalisation de leurs prestations.

Enfin, un suivi sur le long terme pour assurer le développement commercial de leurs activités est nécessaire de la part du projet. Cet accompagnement pourrait prendre la forme suivante :

- Organisation de journées professionnelles de mise en relation des coopératives de services auprès des OP (rencontre, démonstration de travaux dans les vergers)
- Accompagnement dans la préparation des plans d'intervention des coopératives de services dans les zones concernées
- Accompagnement des coopératives de services dans la structuration de leur offre de service et dans leur plan d'intervention
- Organisation de rencontres/échanges avec les coopératives de services fonctionnelles et opérationnelles

Accompagnement technique des UV

(iv) Gestion des approvisionnements

La gestion des approvisionnements est primordiale au bon fonctionnement des UV. Un bon plan d'approvisionnement est également essentiel à l'instauration d'une relation de confiance avec les apporteurs. Les actions d'accompagnement des UV en la matière doivent comporter les éléments suivants :

- Caractérisation des paniers d'approvisionnement (apporteurs, zone, surfaces, typologie, estimation des volumes, etc.) ;
- Elaboration du cahier des charges (qualité de l'approvisionnement) ;
- Elaboration d'un plan d'approvisionnement pluriannuel ;
- Elaboration d'un guide de procédure technique de fonctionnement des UV ;
- Elaboration d'un plan de maintenance curative et préventive des équipements des UV ;
- Plan de recrutement du personnel (opérateurs, ouvriers, saisonniers, etc.) et des fiches de postes ;
- Plan d'organisation du travail
- Formation du personnel
 - *Contrôle qualité*
 - *Fonctionnement et maintenance des équipements*
 - *Conditionnement*
 - *Hygiène, santé, sécurité*
- Identification de partenariat avec les organismes de conseils techniques (publics ou privés) pour la partie amont (sécurisation quantitative et qualitative des approvisionnement) et la partie transformation (contrôle qualité de la production).

(v) Valorisation de la production et commercialisation

- Elaboration d'un plan de gestion des stocks ;
- Accompagnement pour l'obtention de l'agrément sanitaire de l'ONSSA ;
- Accompagner les OPA dans la recherche de partenariats commerciaux ;
- Accompagner les OPA dans l'élaboration d'un plan marketing (conditionnement, packaging, publicité, labellisation, etc.).
- Elaboration d'un plan d'affaire pluriannuel des unités de valorisation